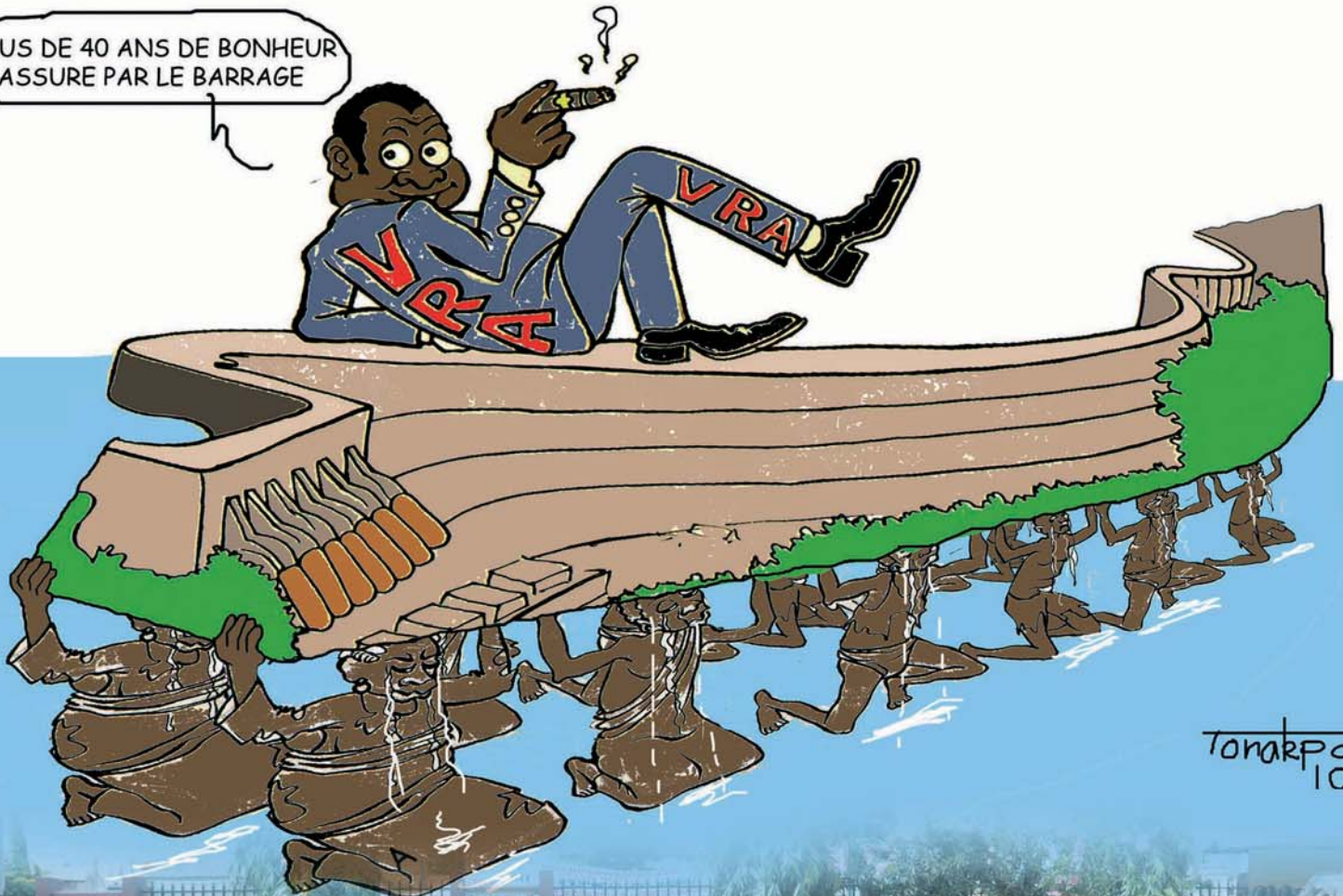


LA CONTRIBUTION DES GRANDES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PAYS EN AFRIQUE DE L'OUEST

BARRAGE D'AKOSSOMBO : DEVELOPPEMENT ET SOUFFRANCE

PLUS DE 40 ANS DE BONHEUR
ASSURE PAR LE BARRAGE



4^{ème} ATELIER RÉGIONAL DES JOURNALISTES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST



SOMMAIRE

BARRAGES ET COMMUNAUTÉS

- Lorsque les barrages deviennent une malédiction** Page 4
Communautés de Senchie Apaaso du barrage d'Akosombo
Ces oubliés du fleuron ghanéen Page 7
- COMMENTAIRE :
APAASO : Miroir aux alouettes Page 7
- Vivre dans l'obscurité tout près d'une centrale hydroélectrique** Page 9
- Barrage hydroélectrique d'Akosombo**
A Apaaso, ce n'est pas la joie ! Page 10
- La VRA se défend** Page 10

BARRAGES ET INTÉGRATION RÉGIONALE

- Grands barrages : sources de différends et traits d'union** Page 11
- Le barrage d'Akosombo, un symbole d'intégration régionale** Page 12
- HUMEUR
Akosombo, une ville créée par un barrage Page 12
- Abdoulaye Doumbouya, représentant de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN)
« Pas de problème si chaque pays joue son rôle » Page 13

LA CONSTRUCTION DES BARRAGES

- Le barrage d'Akosombo peut-il résister au tremblement de terre?** Page 14
- Construction de nouveaux barrages**
...Le Gouvernement doit prendre en compte les impacts Page 15
- Interview*
Tamsir Ndiaye, coordonnateur du Réseau Africain des Organismes de Bassins (RAOB)
« Les barrages sont de grands enjeux » Page 17

COMPTE RENDUS

- Atelier de renforcement des capacités des journalistes ouest-africains tenu à Accra** Page 18
- Le GWP/AO renforce les connaissances des journalistes sur les barrages** Page 19
- Financement de l'enquête sur le potentiel hydraulique du Fleuve Mano par la BAD** Page 20

ANALYSE

- Le barrage d'Akosombo : Le temps d'agir** Page 21
- Leçons à tirer du barrage d'Akosombo** Page 23

BARRAGES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- Electrification en Afrique de l'Ouest : potentiel sous exploité** Page 25
- Infrastructures Hydrauliques en Afrique de l'Ouest**
Des chiffres qui interpellent Page 26
- Mme Rhonda Arthur, chargée de l'Information de la VRA
« Nous jouons un grand rôle dans l'économie de la sous-région » Page 27

POINT DE VUE

- L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable** Page 28
- Plus d'infrastructure pour notre développement !** Page 30

Bulletin d'information sur l'eau et l'environnement

Directeur de publication
Dam Mogbanté

Rédacteur en Chef
Sidi COULIBALY

Rédaction

HOUNGBADJI Léonce (Bénin)
Germaine BONI (Côte d'Ivoire)
Emilia ENNIN (Ghana)
William Freeman (Sierra Leone)
Frederick ASIAMAH (Ghana)
Dora Asare (Ghana)
Gertrude ANKAH (Ghana)
Edmund Smith ASANTE (Ghana)
Dzifa AZUMAH (Ghana)
Mohamed M. JALLOW (Gambie)
Alain TOSSOUNON (Bénin)
Abdoulaye THIAM (Sénégal)
TONAKPA Constant (Benin)
Cheick B. SIGUE (Burkina Faso)
Kounkou MARA (Rép. Guinée)
Assane KONE (Mali)
Obi Amako (Nigeria)
Bece Duho (Ghana)
Michael SIMIRE (Nigeria)
Sani ABOUBACAR (Niger)
Edem GADEGBEKU (Togo)

Illustrations

TONAKPA Constant (Bénin)
Obi Amako (Nigeria)

Photos

S. Coulibaly (GWP-AO)
Edmund Smith ASANTE (Ghana)
William Freeman (Sierra Leone)

© GWP-AO, août 2010

Les opinions exprimées dans ce magazine ne sont pas celles du GWP-AO et n'engagent que leurs auteurs.



Projet d'Appui à la Sécurité en Eau de l'Afrique de l'Ouest financé par l'Union Européenne et le Partenariat Mondial de l'Eau

Par **Dam MOGBANTE**

(*Secrétaire Exécutif du GWP/AO*)

Ce quatrième atelier des hommes et femmes de médias organisé par le GWP Afrique de l'Ouest, cette année en collaboration avec le Partenariat National de l'Eau du Ghana a été une belle opportunité pour montrer notre attachement à la conscientisation des masses sur les questions liées à la bonne gestion des ressources en eau.

L'eau est un facteur indéniable de développement, sa bonne gestion participe de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations de nos pays.

Le choix du thème de l'atelier d'Accra est une preuve de la volonté du GWP/AO de s'inscrire dans la logique des grandes préoccupations des Etats de l'Afrique de l'Ouest. En effet, la CEDEAO est engagée dans un dialogue sur les grandes infrastructures d'Eau. Le GWP Afrique de l'Ouest est partie prenante à ce dialogue ; amener les journalistes à s'intéresser à cette problématique dénote de notre volonté d'étendre le débat à tous les acteurs sociaux de notre région. Car les journalistes sont les porte paroles des sans voix et les relais indispensables de la volonté des autorités et peuples de nos différents pays.

(...)

Les hommes et femmes de media ont une grande responsabilité dans notre société et un important rôle à jouer dans la conscientisation des masses sur les différents aspects du développement. C'est convaincu de cela que le GWP a établi ce partenariat avec eux depuis quatre ans.

Après les ateliers de Bamako en 2007, Niamey en 2008 et Cotonou en 2009, des journalistes de l'Afrique de l'Ouest se sont une fois encore retrouvés à Accra pour se pencher cette fois sur la contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement des pays. L'expérience de Cotonou a été enrichissante et a permis de produire des magazines radio et un bulletin très apprécié, un travail unanimement salué. A Accra ils ont fait montre une fois de plus de beaucoup de professionnalisme et de compétence sur une thématique aussi technique et c'est à leur honneur.

L'étape d'Accra nous a permis de provoquer une interaction mutuellement bénéfique entre nos amis des média et les cadres de tous les organismes de bassins de la sous région et du Programme Fouta Djallon de l'Union Africaine que nous avons réunis exprès au même endroit pour une formation.

Un autre motif de satisfaction a été l'opportunité donnée aux participants aux deux ateliers de visiter le fameux barrage d'Akosombo, et le village d'Apaaso ayant accueilli les personnes déplacées pour ainsi planter le décor sur les Grandes infrastructures et la polémique qu'ils peuvent susciter sur les plans socio-économique et environnemental.

Nous saluons les résultats extrêmement positifs de cette forme d'organisation qui a donné l'occasion aux Journalistes de mieux connaître les Organisations de bassin et de discuter avec eux sur les enjeux liés à leurs ambitions et à leur fonctionnement.

L'enjeu pour nos pays, dans un contexte de changement climatique pronostiqué difficile, est la mobilisation efficace et l'utilisation optimisée des ressources en eau au profit du développement, et cela passe aussi par des infrastructures. Les grandes infrastructures hydrauliques, les barrages



notamment sont facteurs incontestables de développement. Ils participent selon leur configuration entre autres au développement de l'agriculture, de la pêche, à la production de l'énergie et à certain niveau à la régulation des flux sur les fleuves. On sait par ailleurs que ces mêmes infrastructures peuvent avoir des impacts négatifs sur l'environnement et les hommes si des mesures appropriées ne sont pas prises en compte en amont.

Le Ghana a très vite compris la situation, lui qui, déjà au début des années soixante a mis en place l'un des plus grands lacs artificiels du monde par le biais du barrage d'Akosombo. Quoi de plus normal si cette session a été voulue au Ghana pour le présent thème!

Je voudrais féliciter le Partenariat National de l'Eau du Ghana pour sa collaboration dans cette importante initiative, mais aussi remercier les autorités du Ghana pour avoir démontré par leur soutien à notre démarche, soutien qui s'est traduit par l'ouverture de l'atelier effectuée par le Ministre de l'Information et la clôture par le Ministre en charge de l'eau et qui ont apporté des orientations de qualité aux travaux, que la problématique des infrastructures est importante.

Avant de terminer, je voudrais adresser nos remerciements à la Commission de l'Union Européenne et au Partenariat Mondial de l'Eau qui financent depuis deux ans et demi le Projet d'Appui à la Sécurité en eau de l'Afrique de l'Ouest qui a pris en charge l'organisation de cet atelier et l'impression de ce document.

Toutes nos félicitations aux hommes et femmes de media qui ont démontré que nous pouvons compter sur eux dans la réalisation de la vision du GWP qui porte sur « *Un monde où la sécurité en eau est assurée* ».

Dam Mogbanté, Secrétaire Exécutif GWP-AO

Lorsque les barrages deviennent une malédiction

Par **Edmund Smith-Asante**, *Ghana Business.com* &
Becce Duho, *Daily Graphic/GHANA*

Janet Ofori est une mère en bonne santé, ayant trois enfants et dynamique malgré ses 45 ans. Elle devrait se réjouir d'être bénie d'avoir une famille exemplaire. Mais elle se lamente plutôt.

« Mon petit garçon, Nat Asare, vient d'être renvoyé de l'école à cause des frais de scolarité. Etant donné que ni moi ni son père n'a de l'argent à présent, il devra rester à la maison pendant un certain temps jusqu'à ce que nous ayons de l'argent», s'est-t-elle écriée.

Elle raconte que leur situation difficile a été provoquée par la construction du barrage d'Akosombo il y a 47 ans, construction pour laquelle ils ont été dépouillés de la source principale de leur gagne-pain, l'agriculture, a-t-elle continué. « Nat est mon troisième enfant et nous voulons qu'il ait une meilleure éducation et c'est pourquoi nous l'avons inscrit dans une école préparatoire, contrairement à ses grands frères et sœurs qui fréquentent une école publique. Mais il a été renvoyé parce que nous n'avons pas payé ses frais scolaires et moi, je suis au chômage.»

Janet Ofori réside à Apaaso, un village de recasement près du barrage d'Akosombo dans le district d'Asuogyaman, région orientale du Ghana. Elle a déploré qu'à cause de l'incapacité des parents à payer les frais de scolarité de leurs enfants, le taux d'abandon scolaire au sein de la communauté a augmenté au fil des années.

Bien que Janet Ofori soit forte et qu'elle ait la volonté de faire du commerce pour gagner sa vie, elle reste au chômage parce qu'elle ne peut pas poursuivre son rêve, a-t-elle souligné.

Pour répondre à la question de savoir si elle avait été au chômage toute sa vie active, Janet a expliqué qu'elle a essayé de vendre des chaussures et des crèmes féminines, mais ce commerce n'a pas eu longue vie parce que ses débiteurs n'ont pas pu lui rembourser les dettes.

Elle laisse entendre qu'à cause de la situation désespérée traversée par elle-même et les autres femmes, certaines se sont livrées à la prostitution pour pouvoir joindre les deux bouts.

En dépit de son statut actuel, Madame Janet a toujours la volonté de reprendre le commerce pourvu qu'elle



obtienne une aide financière, quelque soit la source. Elle a indiqué que pour éviter de subir le même sort qu'elle avait traversé lors de sa première tentative de commerce, elle va, si elle obtient une seconde chance, étendre son commerce à un certain nombre de villages alentours, en évitant de se concentrer sur Apaaso seule.



Janet Ofori

Janet n'a fait que donner l'écho de la situation précaire de plusieurs autres femmes de la communauté et d'autres villages similaires, qui sont des villages de recasement créés suite à la construction des barrages.

Les barrages sont des grands ouvrages construits pour contenir de l'eau, soit pour la production d'énergie hydroélectrique ou l'irrigation de grandes exploitations ou des champs.

Dans tous les cas, ils sont considérés comme des investissements considérables qui sont indispensables pour renforcer le développement des villages, des villes et des pays.

Toutefois, en dessous de la croyance largement répandue, selon laquelle la construction des barrages améliore les conditions de vie des populations, se trouvent les pleurs silencieux, les gémissements, les plaintes et les douleurs que les communautés touchées par la construction de barrage ont dû endurer pendant plusieurs années.

Apaaso est exemple typique de communauté au Ghana, qui a fait les frais de la construction du barrage. C'est l'un des 52 villages de recasement construits par l'Autorité du fleuve Volta (VRA sigle en anglais) au nom du gouvernement Ghanéen, au profit de plus de 80.000 personnes qui ont été déplacées par la construction de l'un des plus importants barrages hydroélectriques du monde, le Barrage d'Akosombo.

Tout n'est pas rose pour le millier d'habitants d'Apaaso, qui habitent près du barrage d'Akosombo. Ceci est ressorti lors d'une visite de terrain effectué le mercredi 19 mai 2010 par une quarantaine d'hommes de médias de 14 pays de la sous-région ouest africaine qui ont participé à un atelier de cinq jours à Accra sur le thème « La contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays en Afrique de l'Ouest».

Les membres de la communauté ont exprimé leur exaspération à cause des difficultés qu'ils ont dû endurer suite à la construction du barrage en 1963, par le gouvernement de Nkrumah.

Pour eux, le fait que le barrage génère 1.020 mégawatts

d'énergie électrique pour l'ensemble du pays et certains pays de la sous région d'Afrique de l'Ouest comme le Togo, le Bénin, le Burkina Faso et, parfois la Côte d'Ivoire, est sans importance, parce que, bien qu'ils soient à côté de l'un des plus célèbres barrages du monde, ils ne jouissent pas des avantages qui en découlent.

À Apaaso, M. Kwame Foster, l'une des personnes qui ont été témoins du processus de réinstallation en tant qu'écolier, a déclaré que son père avait une très grande exploitation près du fleuve Volta, mais a dû y renoncer, car ils ont vu leur terre engloutie par le volume d'eau qui a entièrement balayé leur village pour atteindre d'autres villages.

Maintenant, il est conducteur à Accra et sa femme et les sept enfants vivent à Apaaso. Trois de ses enfants sont actuellement au deuxième cycle d'enseignement secondaire et il a fallu agrandir l'appartement à chambre individuelle qu'il a héritée de son père, de sorte à pouvoir loger sa famille.

Il avoue que les temps sont durs dans leurs différentes communautés, étant donné qu'ils n'ont pas de terre agricole et que les moyens de subsistance sont limités ; ce qui oblige la plupart d'entre eux à se réfugier à Accra à la recherche de jours meilleurs.

Les problèmes des communautés réinstallées se sont aggravés avec la fermeture de deux des trois principales sources d'emploi pour la population. Il s'agit de : Juapong Textile factory (usine de textile) et de la Ghana Industrial Holding Corporation (GIHOC). La troisième usine, Akosombo Textiles Limited, est également sur le point de s'effondrer à cause de l'arrivée de textiles étrangers bon marché dans le pays.

Selon M. Foster, son père avait l'habitude de travailler



Andrews Gyenti

dans l'une des usines avant de devenir agriculteur à temps plein après sa retraite, et lui rêvait de travailler aussi à l'usine parce que les gens qui y ont travaillé étaient bien traités et avaient beaucoup d'argent.

L'histoire d'Apaaso, nous dit M. K. Kankam-Yeboah, un agent du Water Research Institute, n'est pas différente de

celle des autres communautés réinstallées. Il déclare que le recasement de la population a été un test pour le gouvernement pour les situations à venir.

Il indique sur un tableau à dessin que chaque communauté était censée avoir sa propre école, une clinique et des routes goudronnées entre autres, pour leur rendre la vie plus agréable.

Lors d'un forum convoqué par les doyens de Apaaso pour accueillir un groupe de journalistes africains qui ont rendu visite à leur communauté, le Doyen Andrews Gyenti, un linguiste, a déploré la situation en disant que le fait d'être déplacés de leur village d'origine ne leur avait apporté que d'indicibles épreuves et douleur. "On nous a dit

quand on nous déplaçait ici que l'électricité nous serait fournie gratuitement, et maintenant nous devons payer 200 Cedis ghanéens par ménage pour les compteurs avant d'avoir de l'électricité dans nos maisons".

"De plus, nous avons beaucoup de poteaux électriques, mais pas de câbles pour électrifier le quartier," dit-il.

Il a aussi déploré le fait que les maisons que l'on a érigées pour eux manquent des toilettes et, même l'accès à l'eau potable a été un défi pendant des années.

Selon M. Gyenti, communément appelé Okyeame Gyenti, les logements prévus pour eux sont également inadéquats, et il ajoute que, malgré le fait que beaucoup d'entre eux avaient auparavant des logements avec plusieurs chambres, ils se sont retrouvés tous dans des maisons à une seule pièce dans le nouveau village de recasement.

« Beaucoup de familles ont reçu des lopins de terre cultivables. Toutefois, pendant le régime d'Acheampong ces terres leur ont été reprises », a-t-il déploré.

Il a également laissé savoir, avec beaucoup de peine, que maintenant s'ils veulent cultiver, ils doivent accepter de partager leur récolte avec les propriétaires terriens, le peuple de Akradie et Senchi, qui sont les premiers occupants de cette terre. Selon une pratique connue sous le nom d'"Abusa" la récolte est divisée en trois parties et le tiers revient au propriétaire terrien.

Prenant la parole, un autre doyen de la communauté, M. Francis Kwesi Dankwa, s'est plaint qu'il n'y a pas un bon réseau d'égout des eaux dans le village de repeuplement. Il a ajouté que le centre de santé que le gouvernement leur avait promis est également resté sans suite, et qu'ils étaient en train de mettre en place, par leurs propres efforts, un semblant de clinique.

"Nous avons rencontré de nombreux responsables gouvernementaux à propos de notre sort, mais nous n'avons reçu aucun soutien, dit-il, plaidant auprès du gouvernement et des autres acteurs de s'assurer dans l'avenir, que tout est en place sur les sites d'implantation avant le déplacement d'une collectivité.

Répondant aux préoccupations de la communauté d'Apaaso lors d'une rencontre avec les participants de l'atelier, M. Emmanuel Martey, un fonctionnaire du département des biens immobiliers (Real Estate Department) de l'Autorité du fleuve Volta (VRA)¹, a dit que pour ne pas retarder le projet de construction du barrage, la VRA a



construit une chambre pour chacun des déplacés, et, après avoir mis à leur disposition des matériaux de construction, leur a demandé de parachever leurs maisons de 2 chambres..

Il a soutenu que certains membres de la communauté ont estimé qu'ils ont été placés dans des sec-

Emmanuel Martey

¹ Volta River Authority



Gertrude Koomson, Directrice des Relations publiques de la VRA

teurs à chambres uniques parce que, eux-mêmes ou leurs aînés n'avaient pas terminé leur projet de logement conformément à l'accord.

Il a, toutefois, admis que les maisons ont été construites sans toilettes, mais a ajouté que des toilettes publiques ont été construites pour toute la communauté.

Abordant la question des champs agricoles, il a dit que l'attribution d'un champ agricole à un nouveau résident n'était pas systématique. Il a expliqué que la terre que certains des membres de la communauté utilisaient pour l'agriculture a été utilisée pour recaser ceux qui avaient été déplacés lors de la construction d'un autre barrage en aval, le barrage hydroélectrique de Kpong, parce que ces personnes n'avaient pas précisé au cours des débats qu'ils avaient besoin de terres cultivables..

En réaction à la question de l'indemnisation, M. Martey a estimé que le fait que certains recasés n'aient pas reçu d'indemnisation selon les rapports officiels disponibles, n'était pas intentionnel.

Il a expliqué que, dans certains cas, cela était dû au fait que plusieurs personnes faisaient des réclamations qui se chevauchaient ou qui se répétaient, ce qui a, donc, conduit au non paiement des indemnités.

Selon le représentant de la VRA, d'autres n'ont fait aucune réclamation si bien qu'il n'y a eu aucune action d'indemnisation.

Il a déclaré, en outre, que l'Autorité du Fleuve Volta est régie par une loi (la loi 46), qui stipule que l'Autorité ne devrait pas payer plus de 3,5 millions de livres sterling de compensation, mais que toute indemnisation au-delà de ce montant doit être payée par le gouvernement central.

M. Emmanuel Martey a révélé qu'en 1971 la VRA avait payé bien plus de 3,5 millions de livres au titre des indemnités uniquement.

Pour sa part, Gertrude Koomson, Directrice des Relations publiques de la VRA, a déclaré que l'Autorité alloue 500.000 dollars par an, au « Resettlement Trust Fund² » (Fonds en fidéicommissaires pour la Réinstallation), mis en place en 1997.

” Le Resettlement Trust Fund, qui est régi par un Conseil d'Administration composé de représentants de tous les acteurs, y compris le Directeur général de la VRA., a été mis en place pour s'attaquer aux sujets de préoccupation des communautés recasées, a-t-elle expliqué.

Le CA, dit-elle, tient compte des besoins les plus pressants et des possibilités, avant d'envisager l'aide à offrir à chacune des communautés, et elle ajoute que « Le Conseil est censé établir un rapport qui est audité chaque année ». Pour renforcer cela., elle explique qu'une Initiative de Développement communautaire a également été établie pour travailler avec la communauté afin d'identifier leurs besoins.

Réagissant à l'affirmation selon laquelle les membres de la communauté ont été amenés à croire qu'ils n'auraient pas à payer pour l'électricité, elle explique que : « L'électricité a été fournie lorsque l'on installait les communautés, mais 50 années après, la communauté s'est agrandie. Nous n'allons assurément plus fournir gratuitement de l'électricité pour les populations locales qui s'y sont installées après le recasement. »

Elle a ajouté qu'étant donné que les ressources naturelles sont mises en commun, ils les rassemblent afin que tout le monde puisse en profiter. La chargée des relations publiques de la VRA a admis qu'il y eut un moment où la communauté jouissait de l'électricité gratuitement, mais a dit que le coût revenant de plus en plus cher à l'Autorité,



il a été demandé à la communauté de payer pour sa consommation d'électricité.

Abordant la question de la santé, Gertrude Koomson a dit qu'un bateau médical, connu sous le nom de "Onipa Nua" fait périodiquement le Tour des villages qui n'ont pas accès aux services de santé, mais pas très souvent parce que lorsque le bateau revient d'une mission, il doit être réapprovisionné avant de repartir.

« Et puis, nous reconnaissons également que l'Administration Locale a un rôle à jouer. Donc, nous ne faisons qu'apporter un complément à ce qu'ils font. Nous nous attendons à ce que l'Administration Locale fournisse les installations de bases », dit-elle.

S'exprimant sur l'éducation, Gertrude Koomson a laissé entendre que bien qu'il y ait une proposition de formation et de bourses, cela n'a pas été finalisé.

Edmund Smith-Asante & Becca Duho

² Fonds d'affectation spéciale de réinstallation

Communautés de Senchie Apaaso du barrage d'Akosombo Ces oubliés du fleuron ghanéen

Par **Alain Tossounon**, *Le Municipal /BÉNIN*

Entre difficultés d'accès aux services de base, les communautés réinstallées lors de la réalisation du barrage d'Akosombo, héritage du feu président N'Krumah et symbole d'un Ghana en marche, luttent pour leur survie.

Le rêve de N'krumah a tout d'un goût amer pour les communautés de Senchie Apaaso condamnées à une vie d'esérance. Fleuron ghanéen, fierté régionale et africaine, le gigantesque barrage d'Akosombo contraste avec le sentiment misérable que partagent ces communautés dépossédées de leurs terres pour laisser germer la graine d'un Ghana aujourd'hui prospère et d'une Afrique en devenir. Tant la vocation intégratrice de ce projet pionnier et fédérateur a posé les bases fécondes d'une coopération régionale en Afrique de l'Ouest qui force l'admiration et sert d'exemple pour les autres régions d'Afrique. Toutefois, à côté de l'édifice énorme par sa hauteur, impressionnant par sa superficie et imposant par la nature des réalisations et des investissements, la communauté de Senchie Apaaso, même sortie de l'enclavement, est encore, 50 ans après sa réinstallation, en proie à des difficultés d'accès à l'électricité. Entre certaines maisons abandonnées et d'autres dépouillées de leurs bras valides pour raison d'exode rural, seules les personnes du 3^e âge qui ne vivent que de nostalgie, composent cette communauté réduite à 800 habitants. Ils se souviennent encore comme hier de la vie paisible qu'ils menaient avant leur réinstallation. Pour ces communautés, la réinstallation reste une expérience pénible. Car, aujourd'hui, encore, témoigne Gyenti Okyeame, certains habitants du village ont du mal à disposer d'énergie malgré l'existence d'un poste électrique. Et pour la vieille Afia Akonedu, en dépit des 1020 Mw que produit le barrage, il n'y a ni plus ni moins que des inconvénients.

Des mesures insatisfaisantes

Du côté de la Volta River Authority (VRA), l'institution instaurée par le parlement en 1961 pour la mise en œuvre du projet de construction du barrage, l'expérience n'a pas été aussi éprouvante que pour les 52 communautés dont

les terres ont été expropriées. Pour les 80 000 habitants affectés, « les conditions de réinstallation ont suivi la réglementation en vigueur ». Et même un responsable de l'institution rappelle qu'il fallait « aller vite » pour ne pas perdre le financement, 3,5 millions de livres sterling ont été déployés par le gouvernement pour couvrir tous les frais liés à la réinstallation des communautés. Mais pour les compensations liées aux terres couvertes par la

APAASO : Miroir aux alouettes

Par **Cheick Beldh'or Sigué**,
Le PAYS, Burkina Faso

Floués. Le ton était à l'amertume lors de la séance d'entretien des habitants du village de Apaaso avec leurs hôtes du mercredi 19 mai 2010 au soir. Et il y avait de quoi être remonté contre ceux qu'ils ont fait passer pour des marchands d'illusions à qui devaient être rapporté leur dépit. Eau, assainissement, électricité, bref, bien-être, en échange de leur déguerpissement du côté du fleuve qui devait accueillir le barrage. Apparemment, les promesses n'ont pas été tenues. Ou ne l'ont été qu'en partie. Mais demeure le regret qui ronge cette population, d'avoir accepté de quitter son petit « paradis terrestre » pour l'autre rive, pour un enfer fait de manque d'électricité, d'eau potable suffisante, d'assainissement... Au départ, les populations avaient accès à l'électricité gratuitement. Mais cela ne pouvait durer éternellement. Il fallait un jour qu'elles soient amenées à se prendre en charge, se défend un responsable de la Volta River Authority (VRA). A Apaaso comme cela se voit ailleurs, la politique est-elle passée par là ? En tous les cas, le discours politico-administratif a laissé, sur



Echanges avec les journalistes à Apaaso

son passage, des populations d'Apaaso amères et désabusées, scrutant malgré tout le ciel, toujours dans l'espoir que demain sera meilleur, que les engagements pris hier seront enfin tenus. Si l'électricité a été effectivement fournie gratuitement un certain temps, les choses pouvaient-elles rester en l'état ? Question tout aussi essentielle : quel message a été délivré à ces populations ? Ont-elles jamais imaginé que les privilèges en termes de gratuité de l'électricité - si gratuité il y a eu, prendraient fin un jour ? Et si non, quelle est la part de responsabilité du politique et de la VRA ? En tout état de cause, nulle part au monde, on a vu une entreprise de service public, ayant par-dessus tout des soucis de rentabilité, offrir des services gratuits, même à des populations rurales. A Apaaso comme ailleurs, la VRA ne peut pas se permettre le luxe d'investir à perte. Prétendre le contraire serait mentir. Alors, s'il y a eu promesses du genre gratuité de l'électricité pour tous et pour tout temps, carton rouge aux vendeurs d'illusions ! Au total, on a envie de dire que le langage délivré a, d'une certaine façon, manqué de vérité et de franchise ; que la communication a péché quelque part. Sans doute cela explique-t-il le dépit d'une population qui a aujourd'hui le sentiment de s'être laissée mener en bateau, jusqu'à l'autre rive du fleuve qui n'aura finalement été pour elle, qu'un miroir aux alouettes.

Cheick Beldh'or SIGUE

construction du barrage, les communautés devraient prouver avec document à l'appui leur propriété sur les terres retirées. Et toute personne recasée n'avait pas un droit automatique à une terre cultivable. Elle devait être cultivateur et faire la demande pour un champ. Depuis 1997, un fonds d'appui de 500 000 dollars est destiné chaque année aux 52 communautés pour l'accompagnement social. Ces communautés bénéficient des soins gratuits grâce au bateau médical flottant qui sillonne tour à tour les communautés.

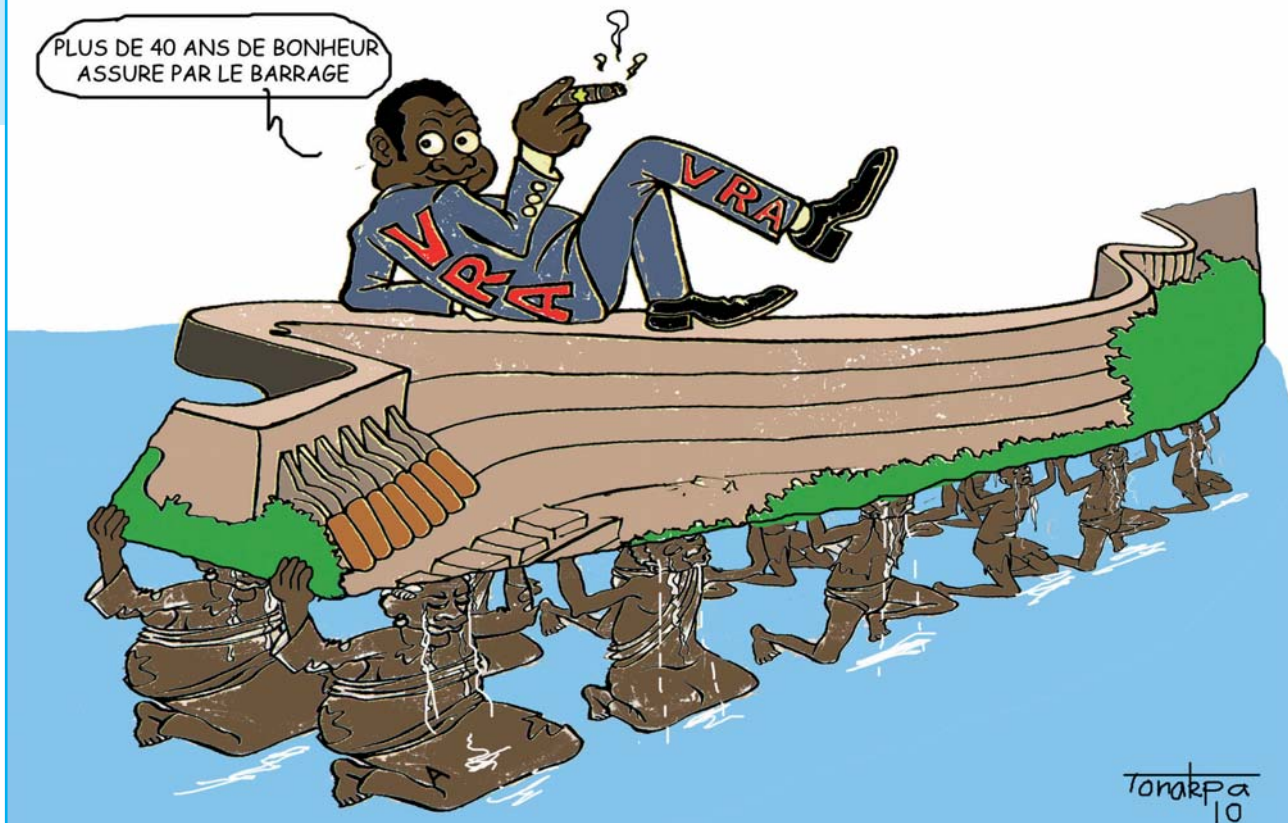
Sur le site, la chargée de communication rassure que les communautés sont prioritaires pour l'accès à l'emploi à compétence égale avec les résidents d'autres localités. Une initiative de développement est en place pour soutenir les communautés.

Mais, ces mesures sont loin de satisfaire les populations de Senchie Apaaso qui s'insurgent contre le silence des autorités ghanéennes.

Pour l'heure, à Akosombo, les turbines continuent de tourner, libérant des mégawatts pour la prospérité de l'économie du Ghana. Mais pour ces communautés qui longtemps sont restées dans l'espoir de voir leurs attentes comblées, l'heure n'est-elle peut-être pas venue de se prendre en charge ? « Les zones de recasement ne veulent pas grandir. Elles se comportent comme des bébés », se désole Emman Marty de la VRA.

Alain Tossounon

BARRAGE D AKOSSOMBO : DEVELOPPEMENT ET SOUFFRANCE



Vivre dans l'obscurité tout près d'une centrale hydroélectrique

Par **Emelia Ennin**, *The Business guide/GHANA*

Les consommateurs d'électricité du Ghana qui sont connectés au réseau électrique national grognent lorsqu'ils subissent des délestages momentanés, cependant plus de 40 pour cent des 23 millions d'habitants vivent dans l'obscurité totale.

Une de ces personnes qui ne disposent pas d'électricité est Madame Afua Akomadu, 80 ans, mère de huit enfants, vivant à Apaaso, l'un des villages de recasement issu de la construction du barrage Hydro-électrique d'Akosombo sur le lac Volta.

Apaaso est l'un des 52 villages de recasement comprenant environ 80.000 personnes déplacées dans le cadre du projet hydroélectrique d'Akosombo qui aurait englouti près de 130 millions de livres sterling, avec 660 mètres de large et 114 mètres de haut ; mais ironiquement, un certain nombre de résidents de ces villages n'ont pas accès à l'électricité.

N'importe qui aurait pensé qu'il y avait un lendemain meilleur pour les personnes déplacées, comme le Président du Ghana à l'époque, le Dr Kwame Nkrumah, avait promis des logements, et la fourniture d'équipements de base pour leur rendre la vie agréable.

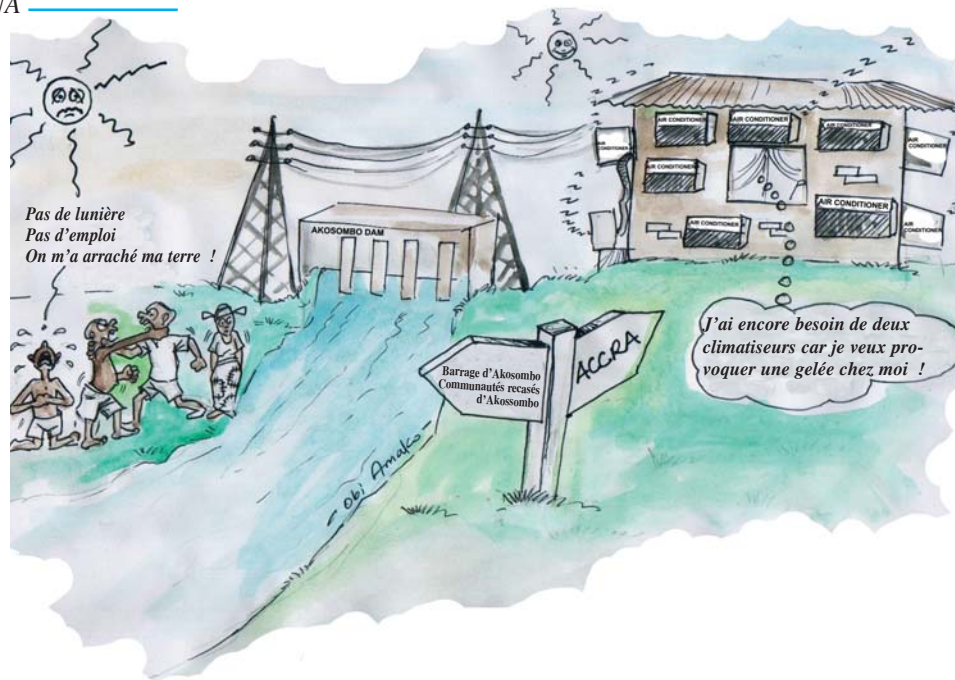
Cependant, 40 ans après leur déplacement, ce qui signifie perte des activités primaires génératrices de revenus comme la pêche et l'agriculture, perte des maisons, des tombes de leurs proches, de la stabilité de la communauté, et perte éventuelle des valeurs sociales importantes, les promesses n'ont pas été pleinement tenues.

Selon Afua Akomadu qui a assisté à la mort de la plupart des membres de sa communauté après la réinstallation, toutes les promesses des gouvernements successifs n'ont pas été tenues. «Tout ce qu'ils voulaient c'était notre vote et après les élections, ils nous oublient », a-t-elle déploré.

Une visite dans quelques-uns des villages par un groupe de journalistes de 14 pays ouest-africains a mis en évidence les difficultés rencontrées par les membres des communautés recasées.

Un des doyens de la collectivité, Okyeame Andrews Gyenti, a laissé entendre que, après plusieurs négociations avec l'Autorité du fleuve Volta (VRA), une partie de la communauté a été connectée au réseau électrique national en 1995. «Grâce à notre projet d'aide communautaire, nous avons été en mesure de monter beaucoup de poteaux électriques en envisageant que la VRA nous connectera facilement, mais tout porte à croire que nous n'aurons pas d'électricité de si tôt», a déclaré Okyeame Gyenti, qui est également le porte-parole du chef.

L'absence d'électricité n'handicape pas que les anciens, car le jeune Foster Kumi, un élève de 13 ans en sixième année nous a déclaré: «Je n'ai pas de lumière pour faire mes devoirs à domicile. Je ne peux pas étudier dans la nuit après l'école et mon uniforme est toujours chiffonné.»



Comme l'hydroélectricité est la source principale d'énergie du Ghana, le projet hydroélectrique d'Akosombo (HEP) favorise les activités industrielles et économiques dans la plupart des régions du pays ainsi que l'approvisionnement en électricité des pays voisins comme le Togo et le Bénin.

Pourtant, les mauvaises conditions de vie de la population dans les environs immédiats de cette infrastructure de grande envergure qui devrait impulser le développement du pays donne des indications sur l'impact négatif que la réalisation de ces projets peut avoir sur la vie de la population.

A Apaaso, les femmes ont expliqué qu'avec l'électricité, elles peuvent démarrer une entreprise comme la vente de l'eau glacée en précisant que «nous pouvons cuisiner facilement avec de l'électricité, blanchir nos vêtements et cela rendra la vie plus facile.»

L'énergie est indispensable pour la satisfaction des besoins fondamentaux. Elle est indispensable pour réduire la pauvreté, créer et accumuler des richesses; soutenir les progrès dans le développement social. Sans l'électricité les gens ne sont pas en mesure de réfrigérer et donc ont du mal à conserver leur nourriture et autres articles.

Mme Gertrude Koomson chargée des relations publiques de l'autorité du fleuve Volta ne partage pas le point de vue des recasés qui pensent qu'ils doivent bénéficier gratuitement de l'électricité à cause de leur proximité au barrage.

« Il s'agit d'une ressource nationale pour tous. Si tel est le cas, alors nous aurons des gens dans les communautés productrices de cacao qui vont demander gratuitement du chocolat, tandis que ceux qui dans la communauté minière demanderont de l'or à partager entre eux», a-t-elle déclaré.

Emelia Ennin

Barrage hydroélectrique d'Akosombo

A Apaaso, ce n'est pas la joie !

Par **Koukou Mara**, *Le Lynx-la Lance / République de GUINÉE*

La session de formation des journalistes, tenue à Accra du 17 au 21 mai 2010, sur le thème « Contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays en Afrique de l'Ouest », ne s'est pas seulement déroulée entre les quatre murs de l'hôtel Paloma qui l'a abritée. Elle a été marquée par une visite de terrain à Adjena et à Apaaso dans la périphérie du barrage.

Le 19 mai 2010, les journalistes venus des pays de la sous-région ouest africaine étaient à Akosombo sur le site d'implantation du barrage érigé sur la Volta depuis 1965 pour la production hydroélectrique. Histoire pour les femmes et hommes de médias d'appréhender la problématique des grandes infrastructures hydrauliques. « Le district d'Akosombo doit son existence au barrage. Avant son implantation, il n'y avait que 10 ménages. Aujourd'hui, le district compte 24 mille habitants. Au total, 80 000 personnes ont été recassées dans 52 communautés », explique Meister Afriyie, maire d'Akosombo. Après la visite des installations du barrage, aux environs de 15 h, cap a été mis sur Adjena, première communauté visitée. Point d'interlocuteur, au grand dam des journalistes venus s'entretenir avec ladite communauté. « Le chef du village vit à Accra. Il vous a attendu toute la matinée, il est reparti. Personne ne devait parler, sans son autorisation », nous a-t-on dit. La tournée se poursuit, avec comme destination, cette fois, le village d'Apaaso. A 16 h 15, les journalistes sont reçus par les villageois.

Tour à tour, les sages du village racontent ce qu'ils pensent des installations des barrages d'Akosombo et de Kpong. « Avant 1963, nous étions de l'autre côté du barrage. Là-bas, nous avions nos champs et beaucoup de maisons. Pour nous réimplanter ici, nous n'avons bénéficié que d'une chambre chacun », déclare un notable qui ajoute : « Avant notre déplacement, certains avaient quatre ou cinq maisons en dur sur le site d'origine. Ici, les autorités sont venues bâtir des chambrettes en banco pour nous. Elles nous ont promis monts et merveilles. Elles nous avaient dit que l'électricité serait gratuite pour nous. Quand le barrage a commencé à fonctionner, on nous a demandé de payer 200 Cedis ghanéens pour avoir l'électricité. En plus, nous n'avons plus d'eau potable en tout temps. Nous avons perdu nos meilleures terres agri-



coles. A cause de cela, les jeunes ont choisi l'exode. Ils vont soit à Accra soit à Koumassi dans les grandes villes en quête de meilleures conditions de vie. Nos femmes sont devenues oisives parce qu'il n'y a plus d'activités génératrices de revenus. Il n'y a pas d'installation sanitaire non plus », s'indigne le sexagénaire ». Et un autre villageois de renchérir : « L'installation du barrage nous a tellement rendu pauvres que nous sommes incapables d'assurer l'éducation de nos enfants ». Des démarches auraient été menées par les villageois auprès des autorités en vue de rétablir leur droit, en vain ! « On voulait qu'on nous restitue au moins nos terres. Au moment du déplacement, les terres qu'on nous a allouées ont été aussi reprises au profit d'autres projets », confient les habitants. Ces villageois qui ne savent plus à quel saint se vouer, ont invité le groupe de journalistes à être leurs porte-voix auprès des autorités ghanéennes. En attendant la résolution de leurs problèmes, elles demeurent dans l'espoir d'être entendues!

Koukou Mara

La VRA se défend

Au lendemain de la visite de terrain des journalistes, la direction de l'Autorité du fleuve Volta (VRA) a réagi aux accusations portées contre elle par les habitants de Apaaso. Face à la presse, M. Emmanuel Martey, chargé de programme du recasement à la VRA, a indiqué qu'environ 80 mille personnes ont été affectées par l'implantation du barrage. « Ces personnes ont été dédommagées. 52 communautés ont été créées dans d'autres localités. A Apaaso, des terres étaient disponibles mais n'étaient pas attribuées. En principe, c'est le ministère de

l'Agriculture qui devrait s'en occuper. ». Il ajoute toutefois que les villes de recasement ne sont pas différentes des autres villes du pays. Et de hausser le ton : « Après leur installation, ces villageois ont bénéficié pendant 4 ou 5 ans d'un accompagnement constant de la part du gouvernement. Pourquoi les autorités devraient-elles alors continuer à leur prêter une attention particulière 60 ans après leur installation? Les recasés veulent toujours être considérés comme des bébés et cela ne peut continuer. Le temps est venu pour eux de comprendre que le gouvernement ne peut toujours les assister indéfiniment ».

Koukou Mara

Grands barrages : sources de différends et traits d'union

Par Edem Gadegbeku , *Golfe Info/TOGO*

Facteurs de cohésion nationale et intra-régionale, les barrages, ces immenses infrastructures demeurent malheureusement aussi la source potentielle de conflits.

Seulement 17% des potentialités hydroélectriques de l'Afrique occidentale sont exploitées, selon des estimations des experts. Le fonctionnement des barrages dans cette partie de l'Afrique engendre des conséquences douloureuses (locales comme étrangères) pour les populations riveraines et l'écosystème. C'est justement le cas des ouvrages d'Akosombo et de Kpong (au Ghana) mis en service respectivement en 1965 et 1982 sur la base de l'exploitation du bassin hydrographique du fleuve Volta qui coule sur une distance de 1.850 km. De l'avis de Dr Philip Gyau-Boakye, spécialiste des questions fluviales ouest-africaines, le mal touche aussi bien les communautés relogées situées en amont de l'ouvrage d'Akosombo que celles se trouvant en aval, « à cause par exemple de la migration de 12 km de l'embouchure de la Volta, depuis la construction du barrage. Sans compter, que les projets de construction des barrages d'Akosombo et de Kpong représentent une perte de terrains cultivables pour diverses populations », relève Dr Gyau-Boakye. A une échelle internationale, « les barrages d'Akosombo et de Kpong contribuent à l'érosion côtière non seulement au Ghana, mais aussi au Bénin et au Togo », fait remarquer le spécialiste. Et de préciser : « La construction du barrage de Bagre au Burkina Faso (sur la Volta) voici plusieurs décennies constitue une source potentielle de conflits

avec son voisin le Ghana. Les lâchées d'eau de Bagré provoquent parfois des inondations dans les villages au Ghana. Mais des efforts louables sont faits par les deux pays pour faire face à la situation. Ces deux pays se partagent à eux seuls 83% du bassin de la Volta. Autant de répercussions néfastes de deux grands projets hydroélectriques incontournables dans la vie du Ghana, qui sont loin de reléguer au second plan les multiples avantages que tirent l'ancienne « Gold coast » et d'autres Etats ouest-africains de la mise en service des ouvrages d'Akosombo et de Kpong.

Côté intégrateur

La matérialisation d'un projet d'approvisionnement en eau de la ville de Lomé (au Togo) à partir du lac Volta est actuellement en discussion « en plus du fait que l'énergie électrique produite à Akosombo alimente les pays voisins. Pour faire des grands barrages ouest-africains de parfaits outils d'intégration, conseille P. Gyau-Boakye, « il faut trouver un équilibre entre leurs impacts négatifs et positifs, mettre en place des arsenaux juridiques transparents et démocratiques pour leur gestion ». Il ne faut pas non plus oublier de mettre à contribution les populations riveraines dans la conception de nouveaux projets de réalisation de barrages. Il faut surtout insister sur l'instauration d'un dialogue permanent entre les différentes parties impliquées dans de pareilles initiatives », précise notre interlocuteur.

Edem Gadegbeku



Le barrage d'Akosombo, un symbole d'intégration régionale

Par **Germaine Boni**, *Fraternité Matin /CÔTE D'IVOIRE*

Situé dans la partie Est du territoire ghanéen, le barrage d'Akosombo, le plus grand ouvrage hydroélectrique du pays, est un véritable symbole d'intégration sous-régionale du fait de sa production profitable à d'autres pays et de la diversité des cours d'eau et fleuves qui ont permis sa mise en place.

De l'extérieur, six grands tuyaux plongés dans l'eau, une grande digue faite de roches, de terre et d'argile, barre le fleuve, détournant à cet endroit, le passage de l'eau vers ces grands tuyaux. En amont de la barrière, s'étend à perte de vue, le lac d'une superficie de 8502 km². En aval coule l'eau sortie des tuyaux. Tel est le regard que peut porter un profane sur cet ouvrage. En réalité, il s'agit d'un barrage hydroélectrique composé de six unités donc de six turbines et des générateurs, selon M. Ben Klortey, ingénieur de barrage et commis pour guider la visite de journalistes ouest africains venus participer à Accra à un atelier portant sur le thème : « Contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays de l'Afrique de l'Ouest ». L'initiative est du secrétariat exécutif du partenariat ouest africain de l'eau (GWP-AO), dans le cadre du projet d'appui à la sécurité en eau dans la région ouest africaine « PIWAG ». Depuis leur mise en service, ces turbines et générateurs fonctionnent nuit et jour. Ils reçoivent le flot d'eau du lac pour produire l'électricité. Selon Mme Rhoda Arthur, chargée de la communication du barrage, l'idée de construire un tel ouvrage sur le lac volta a été émise pour la première fois en 1915 par un géologue australien. Dans ses recherches, ce scientifique aurait découvert les poten-



tialités hydroélectriques du fleuve Volta. On rappelle que cette étendue d'eau est un point de convergence de plusieurs fleuves, tirant leurs sources de la Côte d'Ivoire, du Togo, du Bénin et du Burkina Faso. Le géologue a également trouvé sur le territoire ghanéen de la bauxite, du diamant et une réserve d'or. Pour une meilleure exploitation de ces ressources naturelles, il a suggéré la construction d'un barrage hydroélectrique dans cette région. Et ce n'est qu'après les indépendances que le président du Ghana d'alors, Dr Kwamé Nkrumah, a pu obtenir un financement auprès des bailleurs de fonds pour sortir cet ouvrage de l'eau, qui fait aujourd'hui la fierté du Ghana et du reste de la sous-région. Confiée à une entreprise Italienne, la construction du barrage a duré trois ans (de janvier 1962 à septembre 1965) et a coûté 196 millions de dollars américains au gouvernement ghanéen.

« A la construction, la production était estimée à 912 mégawatts, mais aujourd'hui, après la réhabilitation et en raison de l'accroissement de la demande, elle est passée à 1020 mégawatts », affirme Mme Rhoda. Avant d'ajouter que l'objectif du barrage n'est pas seulement la production d'électricité, mais aussi l'industrialisation du pays et le développement d'autres activités, notamment le transport fluvial, la pêche moderne.

Avec cette capacité, Akosombo produit 67 % de l'énergie électrique du Ghana, une partie étant produite par le deuxième barrage de Kpong (160Mw) situé en aval d'Akosombo et deux centrales thermiques. Après avoir satisfait la demande nationale, le Ghana exporte une partie de sa production vers les pays voisins demandeurs dont le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Togo. Quand il y a une baisse de la production, les autorités ghanéennes appellent au secours les autres pays, notamment la Côte d'Ivoire d'où elle importe de l'énergie. « De par la situation du barrage, nous dépendons de la pluviométrie du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso. Quand nous constatons une baisse de niveau du fleuve, nous sollicitons tout de suite les autorités des autres pays pour nous fournir de l'électricité » a précisé Mme Rhoda. Tous ces échanges s'inscrivent selon elle dans le cadre de la coopération inter Etats.

Germaine Boni

HUMEUR

Akosombo, une ville créée par un barrage

Akosombo doit son existence à celle du barrage. Il est entouré de villages et campements eux aussi créés grâce à la construction du barrage. Après une heure et demie de route, en partant d'Accra (sans l'embouteillage de Tema), le visiteur est émerveillé par le paysage : le vert de la forêt, un relief accidenté (de montagnes et de collines) qui font la particularité de cette région et créent un attrait touristique. « Le paysage est beau et reposant. On y respire l'air frais de la forêt », s'exclame Célia d'Almeida, de la radio Klédu du Mali, ma voisine dans l'autocar. Dans cette verdure aménagée, des hôtels, restaurants, écoles et hôpitaux renforcent la beauté du paysage. Le maire de la commune d'Akosombo, M. Meister Afriyie, affable, s'efforce d'améliorer les conditions de vie de 24 000 administrés.

Par *Germaine Boni*

Abdoulaye Doumbouya,
représentant de l'Autorité du Bassin du Niger (ABN)

« Pas de problème si chaque pays joue son rôle »

Par Sani Aboubacar , L'Evènement/NIGER

Trois pays membres de l'ABN ont lancé le projet de construction de trois grands barrages hydrauliques, en vue d'amorcer leur développement socio-économique. Au terme d'une visite sur le site du barrage d'Akosombo, nous nous sommes entretenus avec le représentant de l'organisme du bassin du Niger. M. Abdoulaye Doumbouya, Chef de division des opérations, tout en appréciant l'ouvrage hydro-électrique d'Akosombo, évoque la problématique des grands barrages dans le bassin du Niger et la nécessité pour les Etats d'une meilleure gestion des ressources en eau.

Inf'O : Vous venez de visiter les installations du barrage d'Akosombo. Quelles sont vos impressions ?

Abdoulaye Doumbouya : Le barrage d'Akosombo est parmi les dix premiers de l'Afrique de l'Ouest en termes de construction d'ouvrage hydroélectrique. Vu l'état de la maintenance, je ne peux que leur tirer mon chapeau. Je salue franchement le dévouement des autorités chargées de gérer cet ouvrage.

Trois des neuf pays membres de l'ABN entendent construire chacun un grand barrage hydraulique. Pouvez-vous dire les raisons qui ont motivé ces projets ?

La principale raison qui a conduit à ces projets, c'est surtout de profiter des eaux du fleuve. Ils permettront de réguler le débit du fleuve, mais aussi d'accroître les périmètres agricoles. Il ne faut pas se voiler la face, tant que l'Afrique n'arrivera pas à nourrir ses populations, on ne se développera pas. Toutes les nations qui se sont développées ont d'abord commencé par nourrir leur population. Donc ces trois ouvrages devront permettre véritablement aux pays du bassin, de décoller sur le plan de la sécurité alimentaire. Jusqu'ici, il y a un seul ouvrage qui régule le fleuve. D'après les simulations qui ont été faites, en tenant



compte des changements climatiques, tant qu'on ne régulara pas le fleuve dans les meilleurs délais, il risque de s'arrêter un jour juste après le delta. En outre, avec l'ensablement auquel le bassin fait face, il y a un risque de diminution du débit dans les années à venir.

La construction des grands barrages est-elle un facteur d'intégration ou sources éventuelles de conflits ?

Nous sommes dans une organisation qui regroupe neuf Etats qui ont une vision commune. Pour la traduire en action concrète, il y a le volet socioéconomique qui est une priorité. Ce sont les chefs d'Etat qui ont adopté ce modèle de développement. Avec le barrage de Fomi en Guinée, on aura plus de 200 000 hectares en plus qui seront aménagés. Au niveau du barrage de Taoussa au Mali, il y aura plus de 10 000 et il en est de même pour le barrage de Kandaji au Niger. Ainsi, c'est de concert que les pays ont décidé que ces ouvrages soient construits. Au même moment, on a des cadres juridiques notamment la charte de l'eau signée par les chefs d'Etat et ratifiée actuellement par sept pays. Quatre Etats ont déjà déposé les instruments au niveau du pays siège qu'est le Niger. Donc, il y a des principes qui permettent de gérer l'eau de manière concertée. Au regard de tous ces éléments, on peut dire qu'il n'y aura pas de problème si chaque pays joue son rôle, s'il accepte les règles du jeu qui ont été tracées.

Propos recueillis par Sani Aboubacar



Le barrage d'Akosombo peut-il résister au tremblement de terre?

Par **Frederic Asiamah**, *Public Agenda, GHANA*

Les tremblements de terre, comme toute catastrophe naturelle, laissent beaucoup de destruction dans leur sillage. Ils ont peu de respect, le cas échéant, pour toutes sortes d'infrastructures. Tout comme la mort, ils détruisent tout ce qui est sur leur passage, n'épargnant ni grand ni petit, ni fort ni faible, ni riche ni pauvre.

Les routes, les ponts, les forts, et les grandes infrastructures hydrauliques tels que les barrages sont tous à risque. Ce sujet a été abordé lors des discussions sur la résistance ou non d'un barrage à un tremblement de terre, notamment au regard du récent plaidoyer pour la création commune de grandes infrastructures à partir des principaux cours d'eau de l'Afrique de l'Ouest. Cela permettra une distribution équitable, juste et démocratique de cette précieuse ressource.

En effet, il y a eu, ces dernières années, beaucoup de discussions sur la gestion transfrontalière des ressources en eau. L'idée qui sous-tend cela est que « l'union fait la force ». Cela a été souligné lors du quatrième atelier de formation des journalistes de l'Afrique de l'ouest organisé par le Partenariat mondial de l'eau - Afrique de l'Ouest³. L'atelier, qui s'est tenu du lundi 17 au vendredi 21 mai 2010, à Accra, portait sur le thème: *La contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays en Afrique de l'Ouest*.

Le mercredi 19 mai 2010, c'était l'occasion pour les journalistes participants à cette formation de visiter le barrage d'Akosombo, un barrage hydroélectrique dans la partie sud de la région orientale du Ghana dans la gorge d'Akosombo sur la Volta. Le barrage produit 1020 mégawatts d'électricité à des fins industrielles et domestiques au Ghana. L'électricité du barrage sert également Lomé, la capitale du Togo, pays voisin du Ghana.

Par ailleurs, selon Emmanuel Martey de la Direction du Recasement de la VRA, le barrage d'Akosombo a des bienfaits connexes dont la pêche, l'irrigation et bien d'autres.

Il avait été précédemment établi que les probabilités de tremblements de terre sont devenus plus évidents à cause des réajustements de la croûte, au regard de l'augmentation de la masse d'eau du lac Volta (Gyau-Boakye 2001).

Lors la visite du 19 mai, Rhoda Arthur, l'adjoint au chargé de l'information de la VRA, en présentant à l'équipe de journalistes la grande et imposante infrastructure, a laissé entendre qu'en cas de tremblement de terre, le barrage devrait résister.

«S'il ya tremblement de terre le barrage va s'y adapter et nous serons saufs», dit-elle.

C'est parce qu'il est composé de latérite au milieu; il y a un mélange d'argile, de sable et de rochers au milieu du barrage. Un tremblement ne pourrait que causer des dommages minimes au barrage.

Peut-être que cela est rassurant pour les Ghanéens, au vu de ce qui s'est passé en Haïti en janvier dernier qui avait relancé les débats sur l'état de préparation du Ghana face à de telles catastrophes.

C'est connu que le Ghana est situé en dehors des zones de



tremblements de terre majeurs de la terre. Néanmoins, le Ghana a eu sa juste part des tremblements de terre. Il y a eu des tremblements de terre qui ont causé des dégâts en 1615, 1636, 1862, 1906 et 1939. Selon les archives, en 1615, par exemple, un séisme a détruit ce qui était alors connu sous le nom de Takoradi.

En 1636, un tremblement de terre est survenu à Axim dans la région de l'Ouest et toute la zone Est de Nzema a été fortement secouée. Il a provoqué un effondrement généralisé des bâtiments dans cette zone. Une mine d'or à Aboasi, au nord-est d'Axim se serait effondrée, ensevelissant plusieurs mineurs.

Le tremblement de terre en 1939 au Ghana, de magnitude 6,5 sur l'échelle de Richter a coûté la vie de 17 personnes et détruit des biens d'une valeur d'un million de Livres Sterling.

En outre, le pays a connu de plus petits tremblements de terre ou secousses sismiques ; les plus récents étant en 1997, 2003 et 2006.

Plus récemment encore, Weija et Accra (dans la Région du Greater Accra), Ho (Région de la Volta), Axim (Région de l'Ouest), et Elmina et Cape Coast (Région Centrale) ont été mentionnés comme faisant partie des zones sujettes aux tremblements de terre. Les géologues ont fait remarquer que, tout endroit dans un rayon de 50 kilomètres d'une zone sujette à un tremblement de terre est à risque.

Les personnes vivant dans les bas fonds, les terres récupérées et les collines sont particulièrement à risque. En règle générale, il est prudent que ceux qui vivent dans la partie sud du Ghana se préparent à l'imminence d'un tremblement de terre à tout moment. Mais pour ce qui concerne le jour et l'heure exacte personne ne peut le dire.

Heureusement, le barrage d'Akosombo semble assez solide pour ne pas s'effondrer en cas de tremblement de terre.

Frederic Asiamah

³ En Anglais : Global Water Partnership - West Africa

Construction de nouveaux barrages

...Le Gouvernement doit prendre en compte les impacts

Par **Ankah Gertrude**, *Ghana Observer/GHANA*

Chaque décision prise par les dirigeants d'une nation est orientée vers l'intérêt de son peuple et de la nation entière, bien que parfois ce soit destiné à gagner la confiance du peuple.

Même si certaines décisions économiques, comme les projets miniers, ont tendance à affecter négativement la vie des populations, d'autres projets économiques comme la construction de barrage hydroélectrique, contribuent à accompagner les nations de générations en générations.

Le barrage d'Akosombo a été au service de la population du Ghana et de certains de ses pays voisins depuis quelques décennies maintenant. Mais comme toute chose qui s'use dans sa période de productivité, ou lorsqu'elle est soumise à trop de pression au fil du temps, la construction et l'exploitation du barrage d'Akosombo ont également entraîné certains effets négatifs.

Dr. Philip Gyau-Boakye de l'Institut de recherche en eau du Centre pour la recherche scientifique et industrielle du Ghana (Water Research Institute of the Centre for Scientific and Industrial Research of Ghana) a, donc, interpellé le gouvernement ghanéen à tirer des leçons de ses erreurs du passé pour ce qui concerne la construction de nouveaux barrages et les problèmes liés à leur fonctionnement.

En utilisant le barrage d'Akosombo pour faire une étude de cas dans une interview exclusive avec nous, peu après un exposé lors d'un atelier de 40 journalistes ouest-africains à Accra, il a dit que l'ouvrage hydroélectrique d'Akosombo (HEP, sigle en anglais) a été bénéfique à certaines activités industrielles et économiques, et ceci en plus du transport fluvial, de la croissance de la pêche, des nouvelles activités agricoles le long du littoral et du tou-

risme.

Il a ajouté que la production de l'électricité a servi des intérêts fondamentaux au Ghana, tout en alimentant les pays voisins : le Togo, certaines parties de la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso et le Bénin.

«L'expansion industrielle et économique du Ghana a déclenché une hausse de la demande en électricité au-delà des capacités de l'ouvrage hydro-électrique d'Akosombo. En 1981, un barrage plus petit a été construit dans la ville de Kpong, en aval d'Akosombo, puis d'autres aménagements de mise à niveau d'Akosombo ont été nécessaires pour le maintien de la production hydroélectrique », a-t-il dit.

Il a déclaré qu'à l'origine, les capacités de production en électricité du barrage outrepassaient considérablement la demande réelle ; quoique la demande depuis la création du barrage a entraîné l'augmentation en double de la production hydroélectrique.

La demande croissante en électricité, dit-il, dépasse ce qui peut être fourni par l'infrastructure actuelle. « Les besoins en électricité, ainsi que les tendances environnementales imprévues, ont abouti à des délestages et pannes d'électricité majeures. Une tendance à la baisse du niveau des lacs a été observée, même parfois en dessous des niveaux requis pour le fonctionnement du barrage d'Akosombo ».

Dr. Gyau-Boakye a également révélé que suite à la construction du barrage d'Akosombo, il y avait une baisse constante de la productivité agricole le long du lac et de ses affluents. Il a dit que les terres aux alentours du lac Volta n'étaient pas si fertile que la terre cultivée autrefois et qui se retrouve actuellement sous l'eau, et l'intense





Barrage d'Akossombo

activité agricole a, depuis lors, épuisé les sols déjà dégradés.

Il a souligné que les techniques agricoles en amont, en l'absence des inondations périodiques qui apportaient des éléments nutritifs au sol avant l'interruption du ruissellement naturel du fleuve par le barrage, ont rendu les sols infertiles. « La croissance de l'agriculture intensive à des fins commerciales a provoqué une augmentation du drainage des engrais vers le fleuve. C'est ce qui a causé l'eutrophisation des eaux du fleuve, en plus des déchets venant des cheptels voisins et la pollution due aux eaux usées, » a dit Gyau Boakye.

Il s'est, toutefois, empressé d'ajouter que la fertilisation des sols, en combinaison avec le ralentissement du ruissellement de l'eau, a permis l'invasion de mauvaises herbes aquatiques (*Ceratophyllum*). Ces mauvaises herbes, selon lui, sont devenues un formidable défi pour la navigation et le transport fluvial.

Dr. Gyau-Boakye a continué en disant que la présence de mauvaises herbes aquatiques au bord du lac et dans les affluents est devenue encore plus nocive à la santé des populations locales. « Les mauvaises herbes constituent un bon habitat pour la mouche noire, les moustiques et les escargots, qui sont les vecteurs de maladies d'origine hydrique comme la bilharziose et le paludisme. Depuis l'installation du barrage, le nombre de ces maladies a augmenté de façon remarquable. En particulier, les villages de recasement connaissent une augmentation de la prévalence de maladie depuis la création du lac Volta, et la probabilité d'infection d'un village repose sur sa proximité au lac » a-t-il ajouté.

Les enfants et les pêcheurs ont été particulièrement touchés par cette hausse de la prévalence de la maladie. En outre, la dégradation des habitats aquatiques a entraîné le déclin des populations de crevettes et de palourdes. La santé physique des communautés locales a été réduite à cause de la perte de populations de

crustacés, puisqu'elles fournissent une source essentielle de protéines alimentaires. De même, les économies industrielles et rurales ont connu des pertes financières liées à la détermination de l'aquaculture du fleuve.

M. Gyau-Boakye a, en outre, expliqué que la perte de terres subie par les 80.000 personnes déplacées de force signifie la perte de leurs principales activités économiques comme la pêche et l'agriculture, la perte de leurs maisons, la perte des lieux de sépulture des êtres qui leur sont chers, la perte de stabilité de la communauté, et éventuellement la perte de valeurs sociales importantes.

Il a également déclaré que le programme de réinstallation démontre les complexités sociales à prendre en compte dans l'établissement des communautés « socialement cohésive et intégrée ». Il a ajouté que « le taux de mortalité élevé des personnes âgées parmi les membres de la communauté après leur réinstallation est un signe du poids psychologique et

social qui accompagne un programme de réinstallation ».

Il a dit que la mauvaise planification a entraîné le déplacement des communautés vers des zones qui ne sont pas capables de subvenir à leurs besoins de subsistance d'antan et à leurs traditions.

Le fait que des sols naturellement fertiles se trouvent sous les eaux du Lac Volta est une perte, selon lui, qui a essentiellement conduit à la perte des pratiques agricoles traditionnelles et à des conditions de vie médiocres. Dr. Gyau-Boakye a été d'avis que les conditions susmentionnées dans les villages de recasement expliquent la réduction du nombre des populations depuis lors. « Les communautés affectées par la mise en valeur du Fleuve Volta sont exposées aux risques économiques et aux situations de pauvreté. Les migrations humaines et la détérioration des ressources naturelles à l'intérieur de la région du bassin de la Volta sont les produits de la pauvreté, liés à la pression démographique » a-t-il dit.

Ankah Gertrude



Tamsir Ndiaye, coordonnateur du Réseau Africain des Organismes de Bassins (RAOB)

«Les barrages sont de grands enjeux»

Par **Abdoulaye Thiam**, *Le Soleil, SÉNÉGAL*

Coordonnateur du réseau Afrique des organismes de bassins, M. Tamsir Ndiaye, Directeur de l'observatoire de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) explique dans cet entretien les grands enjeux des barrages. Il pense que les pays africains doivent se mettre ensemble pour réaliser des infrastructures certes coûteuses, mais nécessaires au développement.

Inf'O : on note un faible développement des infrastructures hydrauliques en Afrique. A quoi cela est-il dû ? Quelle est l'utilité d'un barrage dans un pays en voie de développement ?

M. Tamsir Ndiaye : Il faut dire que le faible nombre des barrages dans notre continent est lié à la capacité de financement des Etats. Il est difficile qu'un seul pays mobilise le financement des travaux de grande envergure. Il faut que des Etats d'une même zone géographique acceptent de s'endetter auprès des partenaires au développement qui ne sont pas toujours disponibles à appuyer la réalisation d'infrastructures sous prétexte que les impacts ne sont pas toujours positifs. Ce sont des travaux de longue durée et au financement très coûteux alors que les bailleurs préfèrent investir dans d'autres domaines aux résultats immédiats.

Quels sont les enjeux de ces barrages ?

Il s'agit de grands enjeux. Il faut voir du côté des Amériques ou de l'Europe. Ces infrastructures participent au développement rapide des pays avec la production d'énergie. Cette source est nécessaire si on veut atteindre certains objectifs. Les barrages facilitent le développement de l'agriculture et lorsqu'on a de l'énergie et une bonne agriculture, on a les bases du développement.

Quelles seraient vos recommandations, si vous devriez en faire ?

Je demanderais aux Etats de mettre ensemble leurs forces et dans l'unité, ils pourraient mobiliser les moyens nécessaires auprès des bailleurs de fonds pour réaliser de grands barrages. Il faut mettre en place les mécanismes de gestion et penser aux impacts.

On constate qu'avec les barrages, il y a des impacts négatifs, notamment les maladies hydriques et les plantes envahissantes. Qu'est-ce qui se fait concrètement au niveau de l'OMVS ?



Représentants des organismes de bassins et autres pendant les discussions avec les journalistes



Il faut noter que les barrages modifient forcément l'écosystème. Il y a des impacts négatifs mais il faut trouver les moyens pour les minimiser. Au niveau du fleuve Sénégal, on a des plantes envahissantes et certaines maladies comme le paludisme et la bilharziose. L'OMVS dans son programme d'accompagnement, a pris des dispositions au niveau des villages environnants à travers la fourniture de médicaments et l'appui aux centres de santé le long du fleuve. Nous avons associé les ONG, la société civile et les associations communautaires de base avec qui nous sommes liées par des contrats de performance. Avec les médias, nous participons à la sensibilisation des populations. Le secteur de l'éducation contribue à la sensibilisation des élèves sur certaines maladies liées à l'eau.

Qu'en est-il des impacts positifs ?

Il y a la petite irrigation et la pêche traditionnelle. Pour le cas de Manantali, au Mali, la pêche est devenue une activité centrale. Nous avons pris toutes les mesures d'accompagnement en organisant les pêcheurs qui sont dotés de camions frigorifiques pour vendre leurs produits jusqu'à Bamako en passant par d'autres villes de l'intérieur. Nous avons aussi permis l'installation de mécaniciens de moteurs hors bord. Ainsi, nous participons à l'auto développement de la localité. Ces initiatives contribuent à améliorer les conditions de vie des populations.

Propos recueillis par Abdoulaye Thiam

Atelier de renforcement des capacités des journalistes ouest-africains tenu à Accra

Par Azumah Dzifa, *GHANA News Agency*
& Freeman William, *Awoko/ SIERRA LEONE*

Le Ministre de l'Information du Ghana, M. John Tia Akologu, a dit que la formation continue est très importante dans tous les secteurs, pour la mise à niveau des travailleurs et professionnels dans leurs métiers et carrières.

« Il est, toutefois, indispensable pour ceux qui exercent la profession de journaliste, car il est de leur devoir d'informer et d'éduquer la société sur les questions concernant la vie quotidienne dans tous les aspects », a-t-il dit.

M. Akologu a fait cette déclaration à l'ouverture d'un atelier de cinq jours tenu à Accra au Ghana, à l'intention des journalistes de 14 pays ouest-africains qui s'intéressent aux questions de l'eau, et qui sont également membres du groupe mis en place par le Partenariat mondial de l'eau Afrique de l'Ouest.

L'atelier qui est le quatrième depuis 2007, s'est tenu du lundi 17 au vendredi 21 mai 2010, sur le thème: « La contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays en Afrique de l'Ouest ».

Il a été organisé par le GWP-AO (Partenariat mondial de l'eau Afrique de l'Ouest), en collaboration avec le Partenariat national de l'eau du Ghana (PNE) et avec le soutien financier de l'Union européenne (UE).

L'atelier visait à répondre aux nombreux défis liés à la gestion des ressources en eau et leur mobilisation à des fins de développement et à outiller les journalistes de l'Afrique de l'Ouest pour la sensibilisation des politiciens et des populations riveraines pour une meilleure connaissance de ces défis.

S'adressant aux participants, le ministre de l'Information a déclaré que le gouvernement du Ghana, à partir de cette année, pourrait offrir des bourses à 20 professionnels des médias y compris 10 femmes, pour des programmes de formation spécialisés chaque année.

Former les journalistes, dit-il, les aiderait à diffuser l'information exacte et fiable au public sur les politiques et programmes gouvernementaux, afin de s'assurer que le peuple est éclairé et suit le programme de développement du gouvernement.

La sensibilisation s'étend à la gestion de l'eau, une ressource vitale, particulièrement à un moment où le changement cli-



matique est reconnu comme étant la principale menace pour le développement socio-économique et certainement une menace pour les ressources vitales, comme l'eau et le foncier, en particulier dans les tropiques, où l'on prévoit des températures élevées, a-t-il dit.

M. Akologu a estimé qu'on ne parlerait jamais assez trop de l'importance de l'eau, ajoutant que l'eau arrive certainement après l'air, d'où l'importance de la campagne de sensibilisation pour assurer une gestion durable de cette ressource.

M. John Tia Akologu a fait savoir que la politique de son ministère est d'accompagner les programmes de développement des ressources humaines des institutions de son secteur pour améliorer l'efficacité dans le secteur des médias et de l'information, et pour cela aucun effort ne sera épargné pour soutenir les programmes de renforcement des capacités des médias.

Le ministre de l'Information a félicité les organisateurs de l'atelier pour la prise en compte des femmes dans le renforcement des capacités. Ce qui est sans doute la mise en pratique des quatre principes de la Conférence de Dublin en 1992, qui, entre autres dit que l'eau douce était limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement.

Il a soutenu que les femmes joueront un rôle central dans la sensibilisation de la population sur la gestion durable de cette importante ressource qu'est l'eau et a ajouté que l'atelier était une belle occasion pour lui d'interagir avec le personnel des médias, particulièrement parce que les médias constituent le Quatrième Pouvoir.

M. Nii Boi Ayibotele, président du Partenariat national de l'eau du Ghana, a déclaré que lorsqu'on parle de l'eau, il est important de prendre en compte non seulement les besoins de l'homme, mais aussi ceux des écosystèmes dans leur ensemble pour s'assurer que les pays ne mettent leur avenir en péril.

Les ressources en eau, a-t-il dit, sont un défi mondial dont la gestion nécessite l'implication de tous les acteurs. Le président a fait savoir aux participants que l'un des problèmes auxquels est confrontée la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) est celui de la transmission des connaissances et le partage des informations pour la sensibilisation et le changement de comportement et des mentalités afin d'assurer la participation active des populations dans la gestion intégrée des ressources en eau.

« Il est, donc, opportun que dans le cadre de la GIRE, nous abordions la question de la communication afin de sensibili-



De la gauche vers la droite : Dam Mogbante, Secrétaire exécutif du GWP-AO ; John Tia Akologu, Ministre de l'Information du Ghana ; et Nii Boi Ayibotele, président du PNE-Ghana

ser et d'informer les différentes catégories de personnes, des décideurs politiques aux utilisateurs d'eau, en passant par les régulateurs, les législateurs, les planificateurs, les gestionnaires, les éducateurs, les concepteurs, les opérateurs, les prestataires de services», a déclaré le président.

M. Dam Mogbante, Secrétaire exécutif du Partenariat mondial de l'eau Afrique de l'Ouest, a encouragé les gouvernements des États de l'Afrique de l'Ouest à considérer la question de développement des grandes infrastructures hydrauliques comme une préoccupation majeure car, ce sont des outils essentiels qui contribuent à la réduction de la pauvreté qui est actuellement une grande préoccupation de la sous-région.

«L'eau est un facteur indéniable de développement, sa bonne gestion participe de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations de nos pays ; sa mauvaise gestion par contre est facteur de dégradation des conditions de vie et dénote d'un manque de gouvernance globale», a déclaré Mogbante Dam.

Le GWP, dit-il, croit que les médias ont la capacité d'influencer et de changer les attitudes des populations. Il a ajouté que les médias ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation pour le développement des infrastructures et dans l'utilisation optimale des ressources en eau.

Il a félicité le Ghana pour avoir été le premier pays en Afrique de l'Ouest à créer le plus grand lac artificiel, non seulement en Afrique de l'Ouest, mais aussi dans le monde entier à travers le barrage d'Akosombo, dont bénéficie également le Togo voisin.

Plus de quarante journalistes de 14 pays d'Afrique de l'Ouest ont participé à l'atelier de cinq jours de renforcement des capacités et de sensibilisation sur l'amélioration de la mise en valeur, de la gestion et de la gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest.

Azumah Dzifa & Freeman William

Le GWP/AO renforce les connaissances des journalistes sur les barrages

Par Assane Koné, *Le Républicain / MALI*

Le 4^{ème} atelier sous régional de renforcement des capacités des hommes et femmes de média, initié par le Partenariat Mondial de l'Eau /Afrique de l'Ouest (GWP/AO), a porté sur le thème « Contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays en Afrique de l'Ouest ». Organisé en collaboration avec le Partenariat National de l'Eau (PNE) du Ghana, sur financement de l'Union européenne, il vise à informer et à sensibiliser les hommes et femmes de médias sur les défis liés à la gestion des ressources en eau et de leur mobilisation pour le développement.

Le 17 mai 2010, Son Excellence John Tia Akologu, ministre de l'Information du Ghana, a présidé à l'hôtel Paloma d'Accra, la cérémonie d'ouverture de l'atelier qui a enregistré trois interventions. M. Nii Boi Ayebotele, président du PNE-Ghana, a mis l'accent sur l'importance de la gestion intégrée des ressources en eau pour nos vies, l'économie et l'environnement avant d'inviter les hommes et femmes de médias à tout mettre en œuvre pour sensibiliser les populations sur l'importance de la GIRE. Pour sa part, M. Dam Mogbante, Secrétaire exécutif du Partenariat Ouest africain de l'eau, a indiqué que l'atelier était une bonne opportunité pour sa structure de montrer son attachement à la conscientisation des masses sur les questions liées à la bonne gestion des ressources en eau. Selon lui, l'eau est un facteur indéniable de développement. « Sa bonne gestion participe de la lutte contre la pauvreté et l'amélioration des conditions de vie des populations, sa

mauvaise gestion par contre est facteur de dégradation des conditions de vie et dénote d'un manque de gouvernance globale », a-t-il déclaré. Il a indiqué que le choix du thème de l'atelier d'Accra est une preuve de la volonté du Partenariat Ouest africain pour l'eau, de s'inscrire dans la logique des grandes préoccupations des États de l'Afrique de l'Ouest. Dam Mogbante a rappelé que la CEDEAO est engagée dans un dialogue sur les grandes infrastructures hydrauliques. Il a souligné que l'enjeu pour nos pays, dans un contexte de changements climatiques annoncé difficile, est la mobilisation efficace et l'utilisation optimisée des ressources en eau au profit du développement. D'après lui, cela passe aussi par des infrastructures. « Selon leur configuration, elles participent au développement de l'agriculture, de la pêche, à la production de l'énergie et à un certain niveau à la régulation des flux sur les fleuves », a-t-il noté. Il a rappelé que ces mêmes infrastructures peuvent avoir des impacts négatifs sur l'environnement et les hommes, si des mesures appropriées ne sont pas prises en compte en amont. Hon. John Tia Akologu, ministre ghanéen de l'Information, a, pour sa part, indiqué que le moment est arrivé pour que les populations comprennent les enjeux liés à la bonne gestion des ressources en eau. Il a cité en exemple les initiatives de la radio Kledu à Bamako à travers son émission « Nyugudji » et du journal burkinabé « Le Pays » pour sa rubrique « Espace environnement » et a invité tous les autres organes à leur emboîter le pas. Cet atelier rentre dans le cadre du Projet d'appui à la sécurité en eau de l'Afrique de l'ouest (PIWAG) mis en œuvre par le GWP-AO et qui bénéficie du financement de l'UE.

Assane Koné



Photo de groupe des participants avec le ministre de l'information du Ghana, au milieu

Financement de l'enquête sur le potentiel hydraulique du Fleuve Mano par la BAD

Par William Freeman, Awoko/ SIERRA LEONE

Le Secrétaire général adjoint de l'Union du fleuve Mano, Siméon Moriba, a révélé à des journalistes lors d'un panel tenu entre les média et les représentants des différents bassins fluviaux de l'Afrique de l'Ouest que la Banque africaine de développement (BAD) va octroyer des fonds pour une étude sur le potentiel hydraulique du fleuve Mano.

Le fleuve Mano, en Guinée, prend sa source dans l'île guinéenne pour traverser l'océan Atlantique et séparer la Sierra Leone du Libéria. Initialement, la Sierra Leone et le Libéria ont jugé nécessaire de former une Union du fleuve Mano entre les deux pays en 1973 et cela a conduit à la création de l'Union du fleuve Mano (MRU), dont le secrétariat se trouve à Freetown. La Guinée a rejoint l'Union en 1980 et la Côte-d'Ivoire en 2008, ce qui fait d'elle une union à quatre membres.

Siméon Moriba a représenté le Bassin du fleuve Mano lors d'une rencontre des organismes de gestion des bassins fluviaux et les journalistes qui ont participé au 4^e atelier sous-régional organisé par le Partenariat Mondial de l'Eau- Afrique de l'Ouest.

Le représentant de la MRU a indiqué aux journalistes que les experts mèneront une étude pendant deux ans sur le potentiel hydraulique du fleuve pour évaluer ses capacités pour la productivité agricole pour le bien-être économique des États membres.

Il a déclaré qu'une étude sur le potentiel hydraulique du fleuve avait déjà été menée. Cependant cette étude n'avait pas été opérationnalisée à cause des guerres civiles au Libéria et en Sierra Leone.



Siméon Moriba, Secrétaire adjoint de MRU, lors d'une visite du barrage d'Akosombo au Ghana

Le Secrétaire adjoint de la MRU a en outre déclaré qu'à la fin de l'étude, le secrétariat va, de concert avec les différents États membres, commencer à chercher des fonds pour réaliser le projet.

Interrogé sur la concrétisation d'un projet hydraulique sur le fleuve Mano et dans quel délai, M. Moriba, répond que : «C'est un rêve qui peut se réaliser, mais on ne peut donner un calendrier précis, compte tenu des exigences nécessaires et des négociations que cela implique.

William Freeman



Des journalistes au fond du barrage écoutant les explications du technicien

Le barrage d'Akosombo : Le temps d'agir

Par **Obi Amako**, *The Sanitarian/NIGÉRIA*

À l'indépendance, le Ghana avait d'importantes infrastructures physiques et sociales et 481 millions de dollars en réserves extérieures. Le gouvernement Nkrumah a ensuite développé les infrastructures et a fait des investissements publics importants dans le secteur industriel.

Avec l'aide des États-Unis, la Banque mondiale et le Royaume-Uni, la construction du barrage d'Akosombo a été réalisée sur le fleuve Volta en 1965. Deux compagnies américaines ont construit la Valco, la plus grande fonderie d'aluminium d'Afrique, pour utiliser l'énergie produite à partir du barrage. Les exportations d'aluminium de Valco ont été une source importante de devises extérieures pour le Ghana.

À l'époque, beaucoup d'investissements de Nkrumah concernaient les projets de travaux publics impressionnants en faveur du pays, les projets dans le domaine de l'agriculture et de l'industrie. Avec les prix du cacao en baisse et les réserves et les devises étrangères qui disparaissaient de façon rapide, le gouvernement a eu recours à des crédits de fournisseurs pour financer beaucoup de projets.

Vers le milieu des années 1960, les réserves du Ghana étaient épuisées, et le pays ne pouvait pas respecter les échéances de remboursement. Pour gérer le problème de façon rationnelle, le Conseil national de libération abandonna des projets non rentables, et certaines entreprises d'Etat inefficaces ont été vendues à des investisseurs privés. Le Ghana est alors entré dans une longue bataille avec des dettes.

Heureusement, de nos jours, l'économie du Ghana après de longues années de crise, a une base de ressources riches et diversifiées, et possède en quelque sorte l'un des PIB par habitant le plus élevé en Afrique. Le Ghana reste d'une manière ou d'une autre dépendant de l'aide financière et technique internationale ainsi que les activités de la grande diaspora ghanéenne. L'or, le bois, le cacao, le diamant, la bauxite, le manganèse et les exportations sont les principales sources de devises. Et toutes ces activités ne sauraient être dissociées de l'approvisionnement continu en électricité à partir de la source principale de production d'énergie du pays - le barrage d'Akosombo.

Récemment, un gisement qui pourrait renfermer jusqu'à 3 milliards de barils ($480 \times 10^6 \text{ m}^3$) de pétrole léger a été découvert en 2007. L'exploration pétrolifère est en cours et la quantité de pétrole continue d'augmenter. L'électricité produite par le barrage d'Akosombo est utilisée et continuera d'être utilisée pour toutes ces découvertes et d'autres activités liées à l'exploration.

Le Ghana est essentiellement agricole, avec la majorité de ses travailleurs occupés dans l'agriculture. Le Conseil pour la promotion de l'exportation du Ghana est l'organe gouvernemental qui exploite, entretient, surveille la plantation de cacao, de la noix de cajou, etc. et autres grandes cultures pour l'exportation. Cet organe agricole du gouvernement collecte également l'or destiné à l'exportation. Depuis la création de cet organe, il a considérablement

aidé le gouvernement à stabiliser et stimuler l'économie étant donné que les ventes illégales des grandes cultures / noix ont été freinées de façon significative et immédiate ; et à donner de l'emploi à des milliers de Ghanéens. L'énergie produite par le barrage d'Akosombo est également utile à bien des égards dans le bon fonctionnement de l'industrie agricole.

Il n'y a donc pas de doute que le barrage d'Akosombo est l'une des installations les plus importantes jamais construites au Ghana. Cependant, la connaissance du niveau de négligence exprimé aux alentours du barrage d'Akosombo est totalement douteuse.

Dans la période suivant la construction du barrage d'Akosombo, des études ont montré, qu'il ya eu une baisse continue de la productivité agricole le long du lac y compris sur les affluents. Les terres entourant le lac Volta ne sont pas aussi fertiles que les terres jadis cultivées et qui sont sous le lac.

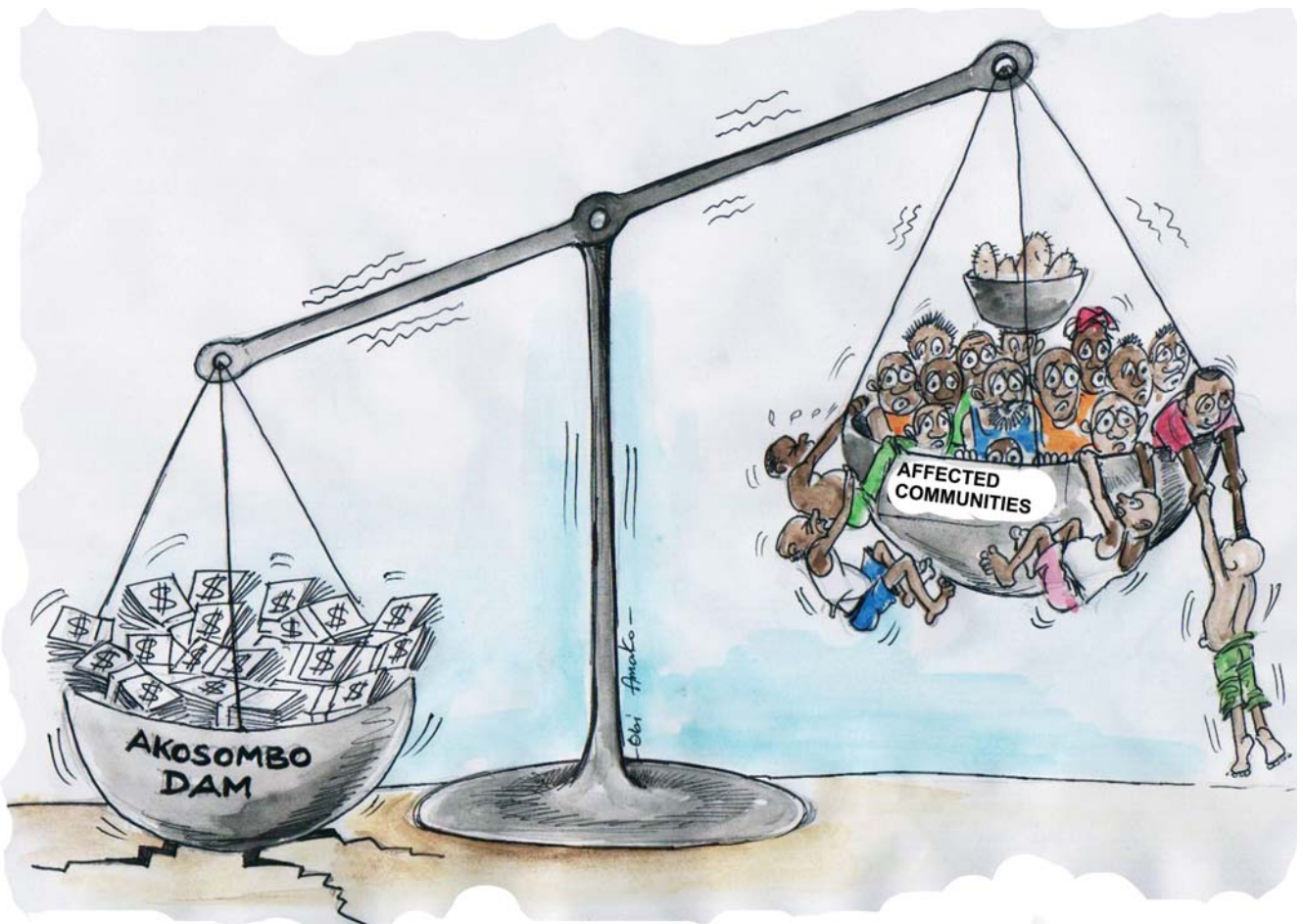
Les systèmes agricoles en amont détruisent la fertilité des sols sans compter les inondations périodiques qui apportaient des éléments nutritifs au sol avant que l'écoulement naturel de la rivière ne soit interrompu par le barrage. La croissance de l'agriculture intensive destinée au commerce a fait accroître le déversement des engrais dans la rivière. Cette situation ainsi que le ruissellement provenant des zones d'élevage de bétail et de la pollution à proximité des eaux usées, ont causé l'eutrophisation des eaux du fleuve. L'enrichissement en éléments nutritifs, associé au faible mouvement de l'eau, a favorisé l'invasion de mauvaises herbes aquatiques (*Ceratophyllum*). Ces mauvaises herbes sont devenues un grand défi pour la navigation et les transports.

La présence de mauvaises herbes aquatiques au bord du lac et dans les affluents a même affecté de façon négative la santé humaine locale. Les mauvaises herbes constituent l'habitat pour les mouches noires, les moustiques et les escargots, qui sont des vecteurs de maladies d'origine hydrique telles que la bilharziose et le paludisme.

Depuis la construction du barrage, ces maladies ont augmenté de façon remarquable. En particulier, les villages de recasement ont connu une augmentation de la prévalence de maladies depuis la création du lac Volta, et la probabilité qu'un village soit infecté dépend de sa proximité avec le lac. Les enfants et les pêcheurs ont été particulièrement touchés par cette hausse de prévalence de la maladie.

En outre, la dégradation des habitats aquatiques a entraîné le déclin des populations de crevettes et de clams. L'état de santé physique des communautés locales a connu une baisse à cause de cette perte de populations de crustacés qui constituent une source essentielle de protéines alimentaires. De même, l'économie rurale et industrielle ont connu des pertes financières associées à la décimation de l'aquaculture pratiquée sur le fleuve.

La perte de terres que connaissent les 80.000 personnes déplacées de force est synonyme de perte de leur princi-



pale activité économique qui sont la pêche et l'agriculture, la perte de leurs maisons, des tombes des personnes qui leur sont chères, la stabilité de la communauté, et la perte éventuelle d'importantes valeurs sociales.

Des études ont démontré que les conditions de vie difficiles vécues dans les villages de recasement ont contribué à la réduction de la population depuis la réinstallation. Un village de recasement en particulier a connu une réduction de plus de 50% de sa population dans les 23 ans après la réinstallation. D'autres études faites par un groupe de journalistes ouest-africains sous les auspices du Global Water Partnership- (GWP) Afrique de l'Ouest ont également révélé que les communautés réinstallées vivent présentement dans la décadence causée par une défaillance imprévisible dans le programme de recasement comme dans le cas de Apaaso, Dasaasi, Ajena et le gouvernement ghanéen admet cette situation de diverses manières.

La situation souligne la force des facteurs locaux sur ces districts. Le commerce du sexe a été établi en réponse à des milliers de travailleurs de sexe masculin qui étaient dans la région dans le cadre de la construction du barrage. Dix pour cent des femmes en âge de procréer de ces deux districts ont émigré hors de leur circonscription pendant ce temps. En 1986, «quatre-vingt dix pour cent des victimes du SIDA au Ghana étaient des femmes, quatre-vingt-seize pour cent d'entre elles avaient récemment vécu à hors du pays.»

Les changements dans l'hydrologie du fleuve ont modifié le budget destiné à la gestion de l'effet de chaleur locale, qui a provoqué des changements microclimatiques tels que la diminution de pluie et l'élévation de la température moyenne mensuelle. Tous ces impacts environnementaux à grande échelle aggraveront les problèmes liés aux perturbations de l'activité économique locale, associés aux conditions de vie difficiles.

Avec l'économie actuelle du Ghana en pleine croissance et l'émergence de perspectives de pétrole, il est temps de revenir sur les questions relatives à ce barrage précipité. Le gouvernement devrait utiliser une grande partie de ce juteux revenu pour résoudre ces problèmes afin de prévenir une catastrophe probable dans un proche avenir.

Les communautés qui ont été installées dans de nouvelles zones peu fertiles, sans service social de base, devraient être revisitées immédiatement et dédommagées de façon appropriée pour cinq décennies de négligence. Une véritable évaluation doit être faite pour déterminer l'efficacité du Fonds d'affectation spéciale de la VRA créé pour répondre aux besoins de ces communautés réinstallées de force, mais également le processus de mise en œuvre bien ficelé pour s'assurer que les fonds ont été bien gérés.

Sans la revalidation immédiate de ces processus, le pays ferait une grande injustice à un grand nombre de ses populations et se tirerait une balle dans le pied.

Obi Amako

Leçons à tirer du barrage d'Akosombo

Par **Muhtarr Jallow** / *GAMBIE*

Avant de visiter le Ghana, je n'avais aucune idée de ce à quoi ressemble un barrage; jusqu'à ce que je visite le barrage d'Akosombo dans le district d'Asougyaman de la Région Est, à environ 160 km d'Accra, la capitale.

Beaucoup d'autres Gambiens ne savent que ce qu'en disent les journaux, les livres, ou d'autres personnes.

J'espère que ce rapport donnera plus que de l'imagination à notre lectorat sur le barrage d'Akosombo, qui est une grande infrastructure située entre les deux montagnes rocheuses du fleuve Volta, qui traverse le Burkina Faso, la Côte-d'Ivoire, le Togo, le Bénin et le Ghana. Le Fleuve Volta traverse six pays, le Mali, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Bénin et le Ghana.

C'est l'atelier sous-régional Ouest africain tenu à Accra qui m'a conduit au Ghana. Cet atelier visait à informer et sensibiliser les hommes et les femmes de média sur les défis liés à la gestion des ressources en eau et leur mobilisation à des fins de développement.

Le thème dudit atelier était «La contribution des grandes infrastructures hydrauliques au développement durable des pays de l'Afrique de l'Ouest.»

Il était financé par l'Union européenne (UE) et organisé conjointement par le Partenariat mondial de l'eau-Afrique de l'Ouest et le partenariat national de l'eau du Ghana.

Le GWP est une institution créée en 1966 à Stockholm qui vise à soutenir les pays dans le développement et la gestion durable de leurs ressources en eau. Sa vision est d'assurer la sécurité en eau à travers le monde.

Conformément à cette mission, le GWP - Afrique de l'Ouest, s'est assigné comme tâche la création des alliances et le renforcement des capacités institutionnelles de ses membres, afin d'encourager et de renforcer les réseaux de recherche, d'expertise et d'information sur la Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).

D'après ce que j'ai vu à Akosombo, la construction de

barrage est très effrayante pour tout pays qui veut se construire un barrage aussi grand que celui d'Akosombo. Des échanges avec certains villageois de Dasasi qui sont touchés par le projet du barrage d'Akosombo, nous ont permis de nous rendre compte que ceux-ci avaient été déplacés de leur ancien village depuis 1963 et réinstallés dans ce nouveau cadre qui se trouve à environ 30-40 km de leurs habitations d'origine.

Ils ont dit au groupe de journalistes ouest-africains que les conditions de recasement avaient été décidées après des consultations avec les chefs locaux par le gouvernement du président du Ghana Dr Nkrumah, et cela comprenait l'octroi de nouvelles terres agricoles, de logement, la mise à disposition des infrastructures sanitaires et scolaires.

Selon eux, ces maisons ne sont pas comparables à leurs anciennes habitations, les chambres sont petites et ne sont pas équipées de toilettes.

«Nous payons également les frais d'électricité, comme tout autre consommateur », ont-ils ajouté. Les communautés de Dasasi ont souligné que même les terres qui leur avaient été données à des fins agricoles ont été retirées à cause de la construction de deux nouveaux petits barrages supplémentaires et qu'ils sont abandonnés sans sources de revenus. Du fait de l'inactivité ambiante, des fillettes de 13 sont filles mères, ce qui fait que le taux de taux des adolescentes est très élevé. Certains hommes qui étaient des pêcheurs n'ont plus de places pour pêcher car ils ont été priés de quitter leur ancien village pour éviter le déversement du barrage qui provoque parfois des inondations.

En réponse à certains villageois affectés, le représentant de l'Autorité du fleuve Volta (VRA) a révélé que l'Autorité a créé un fonds d'affectation spéciale dont ils peuvent bénéficier pour résoudre certains de leurs problèmes communautaires.

Ils ont dit qu'il est grand temps que ces communautés déplacées changent leurs attitudes, eux qui vivent dans ce lieu depuis 40 ans et qui veulent continuer à dépendre du gouvernement.

Quant à la situation en Gambie, elle est complexe et doit être étudiée avec soin par rapport à la situation au Ghana parce que la plupart des grandes villes de la Gambie, de koina, en passant par Fatoto, Basse à Bansang entre autres sont toutes situées le long du fleuve Gambie.

Cependant depuis 1978 à ce jour, les gouvernements de la Gambie, de la Guinée Conakry, de la Guinée Bissau et du Sénégal dans le cadre de L'Organisation de mise en valeur du fleuve Gambie (OMVG) s'étaient assignés comme tâche la mise en valeur et la gestion du fleuve Gambie. L'une des initiatives de développement est de construire un barrage sur le fleuve Gambie à Kédougou au Sénégal, en remplacement du barrage du Pont_Balingho. Ce pont avait pour but de mettre fin à l'intrusion de l'eau salée, qui augmente ainsi la production agricole, notamment le riz qui est l'aliment de base du pays et de faciliter la circulation des biens et des personnes du nord du Sénégal





jusqu'au sud de la Casamance en passant par la Gambie. Présentement, il est prévu la construction d'un barrage à Sambangalou dans la partie Est du Sénégal sur le fleuve Gambie afin de produire de l'énergie hydroélectrique pour les quatre États membres de l'OMVG. M. Lamine Konaté, hydrologue à l'OMVG lors de notre atelier d'Accra, a également expliqué que le barrage du Pont Balingho ne pouvait pas être démolé à cause des impacts graves sur l'environnement. Il a ajouté que si ce projet, avait été mis en œuvre, aurait pu être désastreux, car environ 600 kilomètres de mangrove en Gambie pourraient disparaître et la production de poisson pourrait également diminuer à cause de la forte concentration du niveau d'eau douce.

M. Konaté a souligné que des études similaires ont également été menées à Niokolokoba au Sénégal, mais il a également échoué en raison de problèmes similaires. Il déclare qu'avec le projet du Barrage de Sambangalou également au Sénégal les problèmes de la Gambie, du Sénégal et de la Guinée seront tous pris en compte.

“La Gambie est intéressée par la réduction de l'intrusion d'eau salée de 100 km en aval, ce qui permettra à la Gambie de continuer à bénéficier de l'approvisionnement en eau douce toute l'année grâce à la construction du barrage. En ce qui concerne la Guinée, le problème de trafic

et de transport illicites sera également résolu, tandis que l'intérêt du Sénégal en ce qui concerne l'énergie hydroélectrique sera pris en compte », a ajouté M. Konaté. Il a révélé que la construction de barrages a des conséquences à la fois positives et négatives sur la société. Il est positif en termes de croissance économique, mais négatif en termes de problèmes de santé sociale et environnementale.

M. Konaté a également souligné que la construction du barrage ne se limite pas seulement à la mise en place de l'ouvrage et qu'il y a beaucoup d'autres facteurs qui doivent être examinés comme par exemple les conditions de recasement.

Selon l'environnementaliste de l'OMVG, M. Amadou Camara, les barrages ont des effets positifs en termes de croissance économique. Parlant du cas du fleuve Gambie, à titre d'exemple, qui couvre environ 500 km de long dont 250 km sont occupées par l'eau salée, la construction d'un barrage permettrait de résoudre la question de l'intrusion d'eau salée donnant ainsi accès à plus de terres agricoles pour les communautés riveraines. Il a expliqué que l'eau provenant des turbines du barrage peut arrêter le front salin à 150 km de Banjul rendant ainsi possible, la culture du riz sur beaucoup de terres au cours de l'année.

Muhtarr Jallow

Electrification en Afrique de l'Ouest : potentiel sous exploité

Par Gertrude Ankah , Ghana Observer/ GHANA

M. Ben Ampomah de la Commission des ressources en eau (WRC) du Ghana, a attribué le problème de l'électrification en Afrique de l'Ouest à la sous-exploitation du potentiel hydroélectrique par les Etats ouest-africains. Il a dit que seulement 17% du potentiel hydroélectrique est exploité en Afrique de l'Ouest, d'où ce problème grandissant dans l'électrification.

Dans sa présentation lors d'un atelier sous-régional pour les journalistes de 14 pays ouest-africains à Accra, il a souligné l'importance des infrastructures hydrauliques dans le développement des nations, en disant que les économies ouest-africaines sont extrêmement vulnérables à la variabilité hydrologique.

Selon lui, le gouvernement doit investir dans le stockage de l'eau à travers le développement des infrastructures car cet aspect est très important, tout en ajoutant que le développement des infrastructures hydrauliques est un facteur principal afin de stimuler la croissance économique nécessaire pour réduire la pauvreté et accélérer le développement en Afrique.

Le Secrétaire Exécutif de WRC a constaté que le niveau de capacité de stockage d'eau par personne pour l'Afrique de l'Ouest est de 540 m3 par rapport à la moyenne mondiale qui est de 963 m3.

M. Ampomah a dit que l'état actuel de sous développement des infrastructures en Afrique de l'Ouest entraîne des pertes d'environ 5% du PIB en raison de la faible couverture en eau et assainissement, 2% du PIB à cause des délestages, entre 5-25% à cause de la sécheresse et les inondations dans les pays touchés, et 5% à cause des impacts futurs du changement climatique.

M. Ampomah estime que la gestion de l'eau destinée à l'agriculture dans la région est déficiente, ce qui a conduit à une facture d'importation alimentaire de plus de 17 milliards de dollars par an.

Il dit que la sécurité alimentaire et en eau sont étroitement liées, par conséquent, cela l'exploitation et le développement des infrastructures de l'eau sont nécessaires pour soutenir la production agricole.

Il ajoute que le faible développement des équipements d'eau a un impact sur la santé, les villes, l'agriculture, l'énergie, l'industrie et l'environnement du continent.

Parlant des besoins en infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest, il dit que les barrages / réservoirs sont des retenues d'eau utilisée pour le projet hydroélectrique (HEP), dans les ménages et dans l'irrigation.

Il a ajouté que «l'expansion des infrastructures a un impact positif sur l'augmentation de la couverture en eau et assainissement en milieu urbain, tandis que le traitement des eaux usées est une source précieuse d'eau. Mais



les installations de traitement des eaux usées pour une réutilisation sont beaucoup moins développées ce qui met en danger la santé publique avec la pollution».

M. Ampomah poursuit que les infrastructures de traitement des déchets industriels est à la traîne. Les pays sont encouragés à avoir des installations dans la zone industrielle pour le traitement des effluents, a-t-il dit.

Il a en outre souligné que le contrôle des inondations ou les systèmes de protection sont essentiels pour la gestion des catastrophes et la réduction de la vulnérabilité. Il ajoute également que les infrastructures polyvalentes pourraient et devraient servir de principal moteur dans la coopération transfrontalière, l'intégration et le développement au niveau de la région.

Il a poursuivi en disant que le développement nécessite des investissements dans les infrastructures aussi bien que dans les institutions de gestion de l'eau.

«Une bonne gestion des infrastructures va de pair avec le développement des institutions appropriées de gestion. Le développement nécessite des investissements dans les infrastructures aussi bien que dans les institutions de gestion de l'eau», a affirmé M. Ampomah.

Gertrude Ankah

Infrastructures Hydrauliques en Afrique de l'Ouest Des chiffres qui interpellent

Par Assane Koné, *Le Republicain / MALI*

Avec seulement 17% de son potentiel hydro-électrique utilisé et une facture des importations alimentaires de plus de 17 milliards de dollars américain par an, il n'y a aucun doute, le sous-développement de l'Afrique s'explique en partie par son faible niveau d'infrastructures de toutes sortes et particulièrement hydrauliques, notamment dans sa partie occidentale.

Pour nourrir sa population qui a l'un des taux de croissance les plus importants du monde, le continent n'a pu qu'irriguer que 6% de son potentiel de 35 millions d'ha de terres. Ce qui ne représente que 2,3 % des terres irriguées dans le monde contre 37% pour l'Asie. Mais, cela n'est pas surprenant quand on sait que sur les 45 000 grands barrages dans le monde, l'Afrique ne dispose que de 1300, soit 3%.

Dans cette part congrue, l'Afrique de l'Ouest ne fait pas bonne mine. Seulement 110 grands barrages y sont installés, dont 78 pour le géant nigérian.

Or, pour la plupart basées sur l'agriculture, les économies des Etats de l'Afrique de l'Ouest deviennent de plus en plus vulnérables au changement climatique. La maîtrise de l'eau à travers le développement de grandes infrastructures hydrauliques, se pose dans cette zone en termes d'obligation à satisfaire dans l'urgence. D'autant que l'Afrique de l'Ouest ne pourra pas continuer à perdre une partie de son PIB pour des problèmes de maîtrise d'eau. M. Ben Ampomah de la Commission ghanéenne des Ressources en eau, est formel : « L'Afrique de l'Ouest perd 5% de son PIB à cause d'une couverture insuffisante en eau et assainissement, 2% pour les délestages, 5 à 25% à cause des sécheresses et inondations et 5% seront perdus du fait des futurs impacts liés aux changements climatiques ». Et c'est



Les journalistes en route pour Akossombo prennent une pause

conscient de cela qu'en 2008, à Tunis, les ministres en charge de l'eau des Etats africains, ont admis dans une déclaration que : « Le développement des infrastructures hydrauliques est le principal moteur pour amorcer la croissance économique dont on a besoin pour réduire la pauvreté et accélérer le développement ». Mieux, dans la même année, les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union africaine, ont placé « la question des infrastructures hydrauliques au centre des priorités de l'agenda de développement ». Si aujourd'hui, il ne fait aucun doute que le développement en Afrique passe par la réalisation des grandes infrastructures, le continent va devoir faire face à un gap financier important. Selon Ben Ampomah, le gap financier pour l'extension des grandes infrastructures,

est estimé à 50 milliards de dollars US/an. Il a indiqué que 5 milliards de dollars US iront à la construction de retenues d'eau à multiple usages, 20 milliards de dollars pour des retenues à dominance hydroélectrique, 5 milliards pour la maîtrise des eaux à usage agricole, 12 milliards de dollars pour l'eau potable et l'assainissement, 1 milliard de dollars pour la désalinisation et 2 milliards de dollars pour la prise en charge des mesures non-structurelles et les institutions de gestion.

Assane Koné



Mme Rhonda Arthur, chargée de l'Information de la VRA

“Nous jouons un grand rôle dans l'économie de la sous-région”

Par Léonce Houngbadji, *L'Opinion Infos/BENIN*

L'utilité du barrage hydroélectrique d'Akosombo dans le développement économique du Ghana et d'autres pays de la sous-région ouest africaine qui bénéficient de ses services, n'est plus à démontrer. Construit par une entreprise italienne à 196 millions de dollars et mis en service en septembre 1965, ce barrage force aujourd'hui l'admiration de tous du fait de la qualité de ses installations, qui lui permet d'accroître progressivement ses capacités de production énergétique. Dans un entretien qu'elle nous a accordé, à Akosombo, la chargée de communication de la Volta River Authority (VRA-mise en place par le Ghana pour la gestion du barrage), Mme Rhonda Arthur, a expliqué la genèse de la station, les activités qui y sont développées, les éventuels problèmes qu'elle engendre.

Le barrage d'Akosombo fait aujourd'hui la fierté du Ghana. Peut-on mieux le connaître?

En 1915, un géologue Australien a découvert le potentiel hydroélectrique du fleuve Akosombo. Avec les indépendances, le Chef de l'Etat ghanéen de l'époque, le Dr Kwamé N'Krumah, a réussi à mobiliser les fonds nécessaires à l'exploitation énergétique dudit fleuve auprès de la Banque Mondiale. Avant le démarrage des travaux, il a engagé des négociations avec les chefs de villages de la zone. Au total, 80.000 personnes ont été recasées. Ce qui a permis le lancement du chantier. Le barrage est fait de roches, d'argile et de sable. Démarrée en janvier 1962, sa construction a respecté toutes les normes internationales en la matière au point que même s'il y a un tremblement de terre aujourd'hui, il n'aura aucune répercussion sur les installations. A ce jour, la capacité de production énergétique du barrage est passée de 912 à 1020 MW.

A vous entendre, à Akosombo, tout est rose. Pensez-vous que les objectifs du départ sont atteints, en d'autres termes, si les bénéficiaires de vos prestations sont satisfaits?

La vision à l'époque était d'abord l'industrialisation du Ghana. Le service qu'on pourrait rendre éventuellement aux pays voisins n'était pas une priorité. Mais aujourd'hui, tout le monde s'accorde à reconnaître l'importance du barrage tant pour le Ghana que pour les autres Etats qu'il sert: Bénin, Burkina Faso, Togo et la Côte d'Ivoire. C'est donc pour vous dire qu'à la fin, tout le monde est satisfait.

Y a-t-il des activités qui se mènent autour du barrage?

Bien évidemment. Le barrage ainsi créé ne sert pas uniquement à la production énergétique. Le transport fluvial y est surtout très développé.

Vous arrive-t-il souvent de faire face à des difficultés? Si oui, n'affectent-elles pas les pays limitrophes?

Lorsqu'il y a une baisse du niveau d'eau, il y a automatiquement problème. Plus il y a de l'eau, plus il y a de l'énergie électrique. Nous dépendons d'une pluviométrie élevée et nous sommes obligés de faire avec. Pour répondre alors à



vos premières préoccupations, je vous dis oui. Mais ce sont généralement de petits problèmes que nous essayons de résoudre sans attendre. Par rapport au second volet de votre question, c'est une évidence. C'est une relation de cause à effet. Lorsqu'il y a un problème quelconque sur le barrage, nos partenaires des autres pays vont indubitablement sentir les répercussions. Le barrage joue un grand rôle dans l'économie de chacun de nos Etats.

Comment sont gérées les périodes de crue et quelles sont vos relations avec les populations riveraines?

Nous avons des déversoirs. En période de crue, les vannes sont ouvertes pour favoriser le déversement des eaux. Jusque-là, nous n'avons pas encore connu de problèmes d'inondation. Depuis 1991, aucune catastrophe n'a été enregistrée sur le barrage. Ce qui fait d'ailleurs que nous entretenons d'excellentes relations avec les populations.

L'eau déversée est-elle polluée?

Loin s'en faut. Nous n'utilisons pas des produits chimiques. Si c'était le cas, les 24 000 habitants d'Akosombo seraient déjà tous morts ou atteints de diverses maladies.

Quelle est la part de la production d'Akosombo dans la consommation nationale?

L'électricité produite à Akosombo couvre 65% des besoins du Ghana.

Propos recueillis par Léonce Houngbadji

L'eau douce est une ressource limitée et vulnérable

Par Muhtarr Jallow, GAMBIE

Pour la plupart des gens, l'eau douce est infinie et par conséquent ils peuvent l'utiliser à leur guise. Toutefois, les experts dans le sous-secteur des ressources en eau n'épousent pas cette façon de penser. Pour eux, l'eau douce est une ressource limitée et vulnérable, indispensable à la vie, au développement et à l'environnement.

A cause de la rareté de l'eau et du manque d'investissement financier, la nature fragile et vulnérable de l'eau en tant que ressource, en plus de la demande croissante, il est grand temps que les attitudes changent en ce qui concerne la façon dont l'eau est gérée de nos jours, afin de l'utiliser de façon plus responsable et efficace.

Il est reconnu et accepté au plan mondial que l'eau est un droit humain fondamental pour tous les peuples, ce qui signifie que toute personne a le droit d'avoir accès à l'eau potable comme moyen de subsistance.

Le droit peut être uniquement durable si nous changeons nos comportements dans la façon dont nous percevons son existence, c'est-à-dire que l'eau est un don de Dieu et infinie, et la manière dont nous l'utilisons surtout en ces jours de climat imprévisible du monde.

Situation des ressources en eau

Nous devons gérer l'usage actuel de la ressource de manière à ne pas compromettre le système de survie qui pourrait porter atteinte à l'utilisation de la même ressource par les générations futures. M. Momodou S. Jallow, hydrologue principal au ministère des Ressources en eau en Gambie, est en désaccord total avec ce concept qu'il décrit comme faux et sans fondement.

Il est également d'avis que toutes les ressources naturelles ont des limites, y compris l'eau, en soulignant que, malgré le fait qu'il y ait suffisamment d'eau pour l'instant en Gambie, cela ne doit pas justifier l'utilisation abusive de l'eau, tout en estimant qu'elle a ses limites.

M. Jallow a souligné que la gestion des ressources en eau est essentielle et nécessaire parce que la population et l'économie sont en croissance, et il existe une forte demande en eau pour la consommation immédiate, la production agricole et le développement industriel, pour ne citer que quelques-uns parmi les nombreuses utilisations qui ont un impact direct sur la qualité et la quantité des ressources.

« Si notre population est en croissance, nous avons évidemment des déchets et ces déchets produits par la population peuvent, lorsqu'ils sont mal gérés, avoir un impact négatif sur la qualité de nos ressources en eau, les eaux de surface et les eaux souterraines.

« C'est pourquoi la gestion de l'eau ne doit pas seulement se concentrer sur l'utilisation judicieuse de cette ressource, mais doit aussi prendre en compte la protection de la qualité des ressources, par la collecte périodique des ordures et des déchets tout en évitant des décharges inconsidérées de déchet », a déclaré M. Jallow.



Menaces sur les ressources en eau

Faisant un commentaire sur l'impact de la forte croissance démographique, en particulier sur les ressources en eau et plus précisément dans la grande région de Banjul, il a déclaré que l'impact est double. D'abord, lorsqu'il y a une forte croissance démographique, il y a une forte demande pour l'accès à l'eau, et la non satisfaction de cette demande peut créer des concentrations à un moment donné, ce qui peut conduire parfois à des conflits.

D'autre part, à cause de l'augmentation de la population, il y a la forte demande de nouveaux habitats, ce qui encourage parfois les constructions anarchiques sur les zones de recharge des eaux souterraines et des cours d'eau de surface comme cela se présente sur le Kombos et le Kotu, qui est situé dans l'une des zones les plus densément peuplées du grand Banjul.

Les personnes occupant de façon irrégulière les cours d'eau (l'estuaire du fleuve et / ou rivières), bloquent le ruissellement de l'eau de surface qui joue un rôle très important de drainage des eaux de pluie, surtout en période de fortes tempêtes. M. Jallow a cité l'exemple du flux de Kotu, qui est censé drainer tous les écoulements des eaux de surface provenant de certaines parties de la Municipalité de Kanifing composée de Serekunda, Latrikunda, Dippa Kunda, Manjai, Bakoteh, Bundung, ainsi que Wellingara, Sinchus et Nema Kunku, à travers le canal pour se jeter dans la mer.

La construction anarchique de maisons et d'autres ouvrages dans ce cours d'eau et ses affluents favorise les inondations qui ont été source de souffrance pour beaucoup de personnes ces dernières années. Soulignant l'importance de ce courant d'eau, l'hydrologue principal a déclaré qu'en dehors du drainage et de la conservation de l'eau qui sont aussi importants, de petits barrages ou digues

pourraient être construits pour retenir une partie de l'eau pour les activités agricoles, comme la culture maraîchère ou l'aquaculture, tandis que le reste coulera librement à la mer.

Conséquences sur la santé

S'il ya blocage du canal cela crée des étangs à cause des déversements de déchets avec des conséquences graves sur la santé comme le paludisme et autres maladies.

Bref historique du courant de Kotu

Une personne âgée qui a vécu à Bandung depuis de nombreuses années a révélé que jusqu'à la fin des années 1960, la région de la rivière Kotu était une zone à végétation épaisse et touffue pleine de palmiers et autres espèces d'arbres et d'arbustes comme le *Saba senegalensis* (nom botanique) ou «Kaba» en mandingue et *Landolphia heudelotii* «Foleo». Ces arbres et arbustes alpinistes se trouvaient généralement sur les plages de sable fin ou les zones côtières.

Selon lui, la région avait de l'eau toute l'année, et pendant la saison des pluies les femmes cultivaient le riz, tandis que pendant la saison sèche elles s'adonnent à la culture maraîchère. C'était également un habitat pour les oiseaux, les singes et autres reptiles.

Les systèmes d'eaux souterraines

Plusieurs études menées sur les systèmes d'eau souterraine en Gambie ont indiqué que la Gambie se trouve au sommet de l'un des principaux bassins sédimentaires du continent connu sous le nom de Bassin de Mauritanie-Sénégal-Gambie-Guinée Bissau et la République de Guinée (MSGGGB). Il est caractérisé par deux principaux systèmes aquifères, un aquifère gréseux peu profond (SSA) et un aquifère gréseux profond (DSA). L'aquifère gréseux peu profond connu sous le nom de l'aquifère pyrétique se trouve à des profondeurs allant de 4 à 30 mètres sous le niveau du sol, tandis que l'aquifère semi-confine (SCA) se situe entre 30 et 50 m.

Les mêmes études estiment également que la réserve SSA est à 0,1 km³ (côté inférieur), tandis que l'aquifère gréseux profond (DSA) qui se forme en dessous de 50 mètres est estimé avoir des réserves de l'ordre de 80 kilomètres cubes, ce qui est suffisant comme source d'eau pour répondre à la demande de la population dans les 10-20 prochaines années, selon des responsables au Ministère des ressources halieutiques et hydrauliques.

La nouvelle approche de gestion et de développement dans le secteur de l'eau est basée sur une approche participative impliquant les usagers, les planificateurs et les décideurs à tous les niveaux, en particulier dans la gestion des équipements d'eau.

Les femmes, qui jouent un rôle clé dans la collecte et la sauvegarde de l'eau, ont moins d'influence que les hommes dans la gestion des ressources en eau et la prise de décision. Ces facteurs sont largement déterminés par la culture, la religion et d'autres conditions locales.

Pour la plupart des gens, l'eau n'a qu'une valeur sociale. De nos jours, ce n'est pas le cas, étant donné que l'eau



peut également avoir une valeur économique dans tous ses usages compétitifs et devrait être reconnue comme un bien économique. Les infrastructures d'approvisionnement en eau nécessitent des investissements significatifs, généralement supportés par les gouvernements et ne génèrent pas de dividende parce que l'on pense que ces investissements sont gratuits.

La gestion de l'eau au niveau régional

Le Centre de coordination des ressources en eau (CCRE) pour une Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) de la CEDEAO fait partie du processus dont le but est de promouvoir le développement coordonné et la gestion de l'eau, des terres et des ressources y relative, afin de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte de façon équitable, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux (GWP / TAC).

La Gambie également fait partie du CCRE, qui est l'organisme régional qui travaille sur les processus de la GIRE à l'échelle régionale.

M. Jallow a par ailleurs révélé que la Gambie en accomplissant son engagement régional dans ce domaine, a développé et validé la feuille de route nationale de la GIRE, qui est la première étape dans les processus GIRE. Il a dit que le Ministère et son département ont également préparé un projet et cherchent présentement un financement auprès de la Facilité Africaine de l'Eau à travers la Banque africaine de développement (BAD) pour la poursuite du développement du plan d'action GIRE et la réforme du secteur de l'eau.

Muhtarr Jallow

Plus d'infrastructure pour notre développement !

Dam Mogbanté, GWP-AO

Le manque d'infrastructures hydrauliques en Afrique de l'Ouest est sans doute la traduction de la vulnérabilité de la sous région ouest africaine aux aléas du climat, en même temps qu'il est l'une des principales causes de la pauvreté. Il existe une corrélation importante entre la maîtrise de l'Eau et le développement. Les grandes disparités que l'on observe entre les pays en voie de développement, et ceux du nord qui, à travers de nombreuses années d'investissement dans l'infrastructure, ont pratiquement épuisé toutes les potentialités de construction chez eux permettent de faire cette affirmation.

La rhétorique qui voudrait que l'on puisse se développer sans égratigner la nature et sans infrastructures d'envergure ne peut trouver un écho qu'auprès de ceux là qui ne vivent pas avec des populations démunies. Et quand on sait qu'elles sont à la merci du temps pour leur production agricole et que leurs vies comme leurs biens sont en danger en cas d'inondations ou à contrario de sécheresses extrêmes, il n'y a aucune raison de se retenir à encourager la construction d'infrastructures dans la région ! En Afrique de l'Ouest et dans les zones sahéliennes en particulier nous avons une bonne idée de la vulnérabilité des populations aux effets et impacts des changements climatiques. Evoquer les coûts élevés de ces investissements pour ne rien faire dénote d'une fuite en avant assimilable à de la lâcheté ou d'un manque de vision inqualifiable.

Les décideurs politiques de cette région n'ont donc pas d'autres choix que de s'accorder pour une fois, au delà des discours, à mettre en place des réalisations futuristes. Les générations à venir leur en seront gré.

Nos états disposent entre les mains d'importants outils d'intégration que sont les Organisations de bassins qu'ils ont mis en place de commun accord et dont la vocation est d'aider à la planification, à la construction et à la gestion de ces grands ouvrages d'intérêt commun dans une logique de bassin, et de partage des bénéfices.

Quand nous parlons d'infrastructures, il ne s'agit pas de grands barrages, mais aussi de tout aménagement ayant un impact significatif sur le régime des cours d'eau, que ce soit des seuils hydrauliques, des prises d'alimentations de grands périmètres irrigués, ou de grandes villes, des ouvrages de transfert d'eau d'un bassin à un autre, etc. La GIRE nous recommande de toujours évaluer l'ensem-

ble des options possibles, afin d'opérer un choix en connaissance de cause. Ainsi, la concertation des parties prenantes devrait permettre d'éviter les impacts sociaux et environnementaux négatifs, et le cas échéant, de les réduire au maximum à travers une définition et une mise en œuvre correcte des mesures d'accompagnement.

On ne fait pas d'omelettes sans casser les œufs, dit-on, mais certains ne doivent pas non plus porter tout le poids du bonheur des autres. C'est pourquoi il convient de saluer les efforts du Gouvernement du Ghana, qui dès les années 60 avait entrepris de recaser les personnes déplacées. Ce n'était certainement pas parfait, mais c'est une forte indication que le souci du bien-être des personnes « sacrifiées » sur l'autel de la prospérité du Ghana ; mais aussi du Togo, et du Bénin notamment était bien là. Qui peut dire ce que serait l'économie du Ghana aujourd'hui sans l'électricité produite par le

barrage d'Akosombo ? Aurait-on pu parler d'un boum économique au Ghana dans les années 70 sans ce barrage ? Et quel impact sur le PIB, et l'indice de pauvreté dans le pays ?

Que l'on ne se trompe pas ! S'il y avait à recommencer, je pense très honnêtement qu'il fallait le faire, avec un peu plus de suivi et d'appui aux personnes déplacées. Il nous a semblé que l'autre

son de cloche (celui de

la VRA) n'ait pas eu beaucoup d'écoute contrairement à celui des habitants des camps de déplacés ! Quel crédit donner à une personne dans un camp de déplacés qui déclare que sa famille habitait dans une maison tout en dur avec des toilettes, dans les années soixante dans l'emprise du lac Akosombo, avant de se retrouver dans une petite maisonnette en banco sans toilette dans un camp de déplacés, et combien de temps devrait-on assister des personnes déplacées ?

Il faudrait reconnaître au gouvernement ghanéen et à la VRA des mérites dans la gestion de cette situation avant de leur demander un peu plus d'effort dans l'appui aux personnes déplacées. Ceci devrait servir d'exemple, à améliorer dans le cadre des réalisations futures non seulement au Ghana, mais dans toute la région Ouest Africaine.

Dam Mogbanté
GWP-AO

Avant recasement



Après recasement

